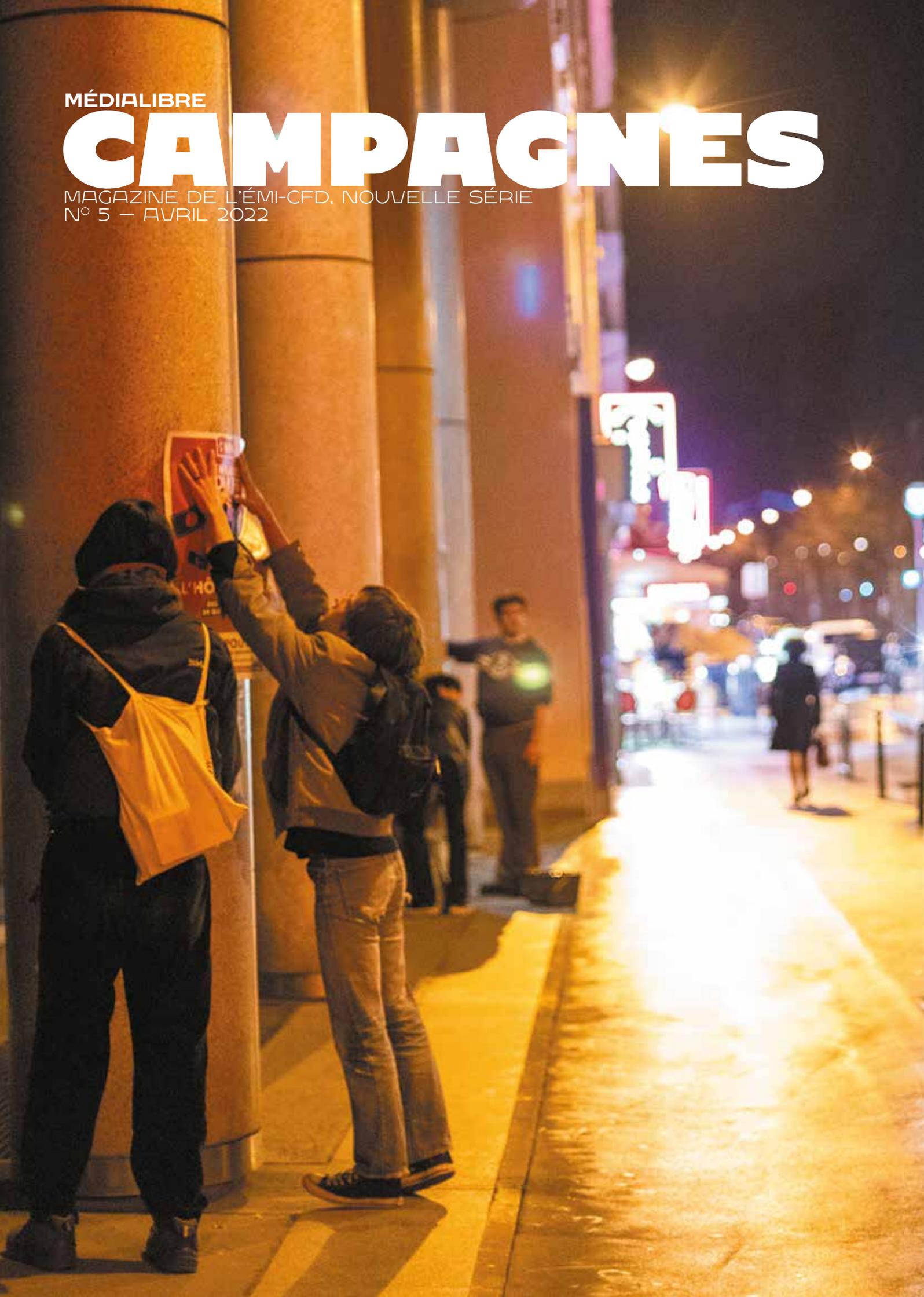


MÉDIALIBRE

CAMPAGNES

MAGAZINE DE L'ÉMI-CFD, NOUVELLE SÉRIE
N° 5 — AVRIL 2022



SOMMAIRE

4 Tous unis contre la guerre en Ukraine

6 SOCIAL

- 8 Les communistes à la reconquête du bassin minier
- 10 La France insoumise occupe l'espace par le punk
- 12 Les étudiants se mobilisent autour de Philippe Poutou
- 14 Extrême gauche : Aurélie Jochaud lutte sur tous les fronts
- 15 Les mots de la campagne
- 16 Le territoire de la macronie s'étend à gauche
- 18 PS : la rose se fane
- 19 Je t'aime, moi non plus

20 IDENTITÉ

- 21 Dans le bus de campagne de Marine Le Pen
- 24 Guyane : comment ça va avec la colère ?
- 25 Noir ou musulman, ils voteront Zemmour
- 26 Des féministes islamophobes contre Péresse
- 28 Nagib Azergui, pour un parti musulman

29 ENVIRONNEMENT

- 30 Vent contraire sur les éoliennes
- 33 Aux urnes, jeunes citoyens ! Le défi politique de Lauren Lolo
- 36 Les Verts peinent à prendre racine en banlieue
- 38 Le campus animaliste espère politiser sa cause
- 40 Les insoumis de la Manche voient l'avenir en commun

43 SANTÉ

- 44 Campagne vaccinale en forêt tropicale
- 48 Le médecin qui voulait sauver le système de santé
- 50 Patriotes : la vaccination ne passera pas par elles

52 COULISSES

- 55 Affiches en campagne
- 56 De mal inscrit à abstentionniste, il n'y a qu'un pas
- 58 Parraine-moi si tu peux !
- 60 Les politiques veulent en finir avec la dépendance aux Gafam
- 61 La mairie du 13^e s'affaire aux préparatifs du scrutin
- 62 En campagne au cœur de la montagne
- 65 En bref
- 66 Jeu et horoscampagne
- 67 En bref
- 68 Édito

S
R
D
O

DIRECTEUR DE PUBLICATION
François Longéras

RÉDACTRICES EN CHEF

Julia Deck
Tatiana Kalouguine

CHEFFE CORRECTRICE

Valérie Cabridens

SERVICE PHOTO

Julien Daniel
Guillaume Herbaut

DIRECTION ARTISTIQUE

Émeric Thérond

CONCEPTION GRAPHIQUE

Lucie Bernard
Nicolas Patte
Kagnary Pes

DÉVELOPPEMENT WEB

Aline Héau
Tatiana Kalouguine
Anthony Coadou
Sabrina Macien
Magali Marville
Kagnary Pes
Chloé Pestel

RÉDACTEURS

Heven Armede
Manel Benamara
Marius Caillol
Hamza Chennaf
Ludovic Dacosta
Céline Dupuis
Moustapha Gano
Aïssatou Faty
Maël Galisson
Hayet Kéchit
Jacopo Landi
Claire Leblond

Aurélie Marty
Cécile Pirou
Meryll Suchet-Alexandre
Samir Tazaïrt

PHOTOJOURNALISTES

Jacques Aimetti
Cédric Angot
Marie Audinet
Pablo Bailleul
Paul Delamare
Aleister Denni
Carlos Fernandez
Sydonie Ghayeb
Anaïs Laforêt
Antoni Lallican
Delphine Lefebvre
Tudal Legrand
Samir Maouche
Élodie Martial
Marie-Charlotte Mery
Maria Perianez
Damien Rietz

SECRÉTAIRES
DE RÉDACTION

Véronique Babin
Murielle Bachelier
Charlotte Chapelle
Aurélien Delamour
Sophia El Mehdy
Laure Étienne
Amina Hamzaoui
Clémence Ibray
Valérie Kleiman
Paule Maurette
Barbara Pagel

GRAPHISTES

Anthony Coadou
Denis Chartier
Lucie Jeanneau
Sabrina Macien
Magali Marville
Chloé Pestel

ÉDITÉ PAR L'ÉCOLE DES MÉTIERS DE L'INFORMATION-CFD
10, RUE DES PRAIRIES 75020 PARIS
SIREN 400396222 RCS PARIS

IMPRIMÉ PAR REPROTECHNIQUE
18, RUE DE LA PERLE
75003 PARIS

SITE : [HTTPS://MEDIALIBRE.INFO/CAMPAGNES](https://medialibre.info/campagnes)
PHOTO DE COUVERTURE : ÉLODIE MARTIAL

MOBILISATION

TOUS UNIS CONTRE LA GUERRE

APRÈS DES SEMAINES DE TENSIONS ET DE MENACES, LA RUSSIE A ENVAHI L'UKRAÏNE LE 24 FÉVRIER DERNIER. LE SOIR-MÊME, ILS ÉTAIENT DES CENTAINES PLACE DE LA RÉPUBLIQUE, À PARIS, POUR PROTÉSTER CONTRE CETTE AGRESSION ET MANIFESTER LEUR SOUTIEN À LA POPULATION PLONGÉE DANS LA GUERRE.

Photos : Pablo Bailleul, Paul Delamare, Delphine Lefebvre et Damien Rietz

L'ÉVÈNEMENT + MÉDIALIBRE N° 5 + AVRIL 2022

L'ÉVÈNEMENT + MÉDIALIBRE N° 5 + AVRIL 2022



« Gloire à l'Ukraine, gloire à nos héros ! », scandaient certains en ukrainien, quand d'autres criaient des slogans anti-Poutine.

Photographe : Paul Delamare

Ce jour-là, les Ukrainiens n'étaient pas les seuls à arborer les couleurs de leur drapeau, qui symbolise le ciel sur les champs de blé.

Photographe : Delphine Lefebvre



La chute de l'URSS, en 1991, a permis à l'Ukraine de gagner son indépendance. Mais depuis 2014, les tensions se multipliaient avec l'annexion de la Crimée par la Russie et la guerre du Donbass.

Photographe : Pablo Bailleul



La foule comptait aussi des soutiens d'autres pays de la région comme la Géorgie (drapeau blanc et rouge) ou les pays baltes.

Photographe : Damien Rietz





SOCIAL

PAS-DE-CALAIS

LES COMMUNISTES À LA RECONQUÊTE DU BASSIN MINIER

DANS LE BÉTHUNOIS DÉSINDUSTRIALISÉ, LES MILITANTS DE FABIEN ROUSSEL TENTENT DE REGAGNER LE TERRAIN PERDU AU PROFIT DE L'EXTRÊME DROITE CES DERNIÈRES ANNÉES. LA NOUVELLE FIGURE DU PARTI COMMUNISTE VEUT REDONNER UN PEU D'ESPOIR À UNE CLASSE OUVRIÈRE EN SOUFFRANCE.

Texte : Aurélie Marty — Photos : Delphine Lefebvre

NI LA FRAÎCHEUR DE CE 17 FÉVRIER sur les berges du canal d'Aire, ni les violentes bourrasques de la tempête Eunice qui s'abattent sur les Hauts-de-France n'entament la bonne humeur de David Thiebaut. Militant communiste, il est posté à l'entrée du site de l'entreprise de métallurgie Aperam d'Isbergues, à 20 km de Béthune. Accompagné de Romain, Dominique et Véronique, le quadragénaire, air avenant et belle allure, profite de la pause méridienne pour distribuer aux salariés le bulletin des communistes du Pas-de-Calais. Effigie de Fabien Roussel en une, le tract de quatre pages attaque le gouvernement sur la hausse des prix, et les antennes locales des grands groupes comme Arc et Prysmian sur leur refus d'augmenter les salaires.

Ça motive les troupes

« Avec les copains, on organise nos plannings pour tourner sur les entreprises, explique David. Ici l'accueil est bon, il n'y a pas un conducteur qui n'ait pas baissé sa vitre. Notre candidat à la présidentielle est une belle locomotive. Ça motive les troupes ! » Ce jour-là, Fabien Roussel, natif de Béthune, atteignait les 500 parrainages. Les terres de la région ont payé un lourd tribut à la fermeture des mines de charbon, entre les années 1960 et 1990, après presque trois siècles d'exploitation. Le bassin houiller s'étendait sur 1 800 km² des départements du Nord et du Pas-de-Calais, incluant notamment les villes de Béthune et de Lens, et a employé jusqu'à 220 000 personnes. Quelques décennies plus tard, les terrils, sombres masses coniques de schistes, se dressent encore dans le paysage et témoignent de cette histoire.

« Lorsque les fosses ont fermé, les pouvoirs publics ont investi dans l'industrie. Ils ont notamment donné de l'argent à Renault et Peugeot pour créer la Française de mécanique à Douvrin, le fabricant japonais de pneus Bridgestone a installé une usine à Béthune, et on a demandé aux mineurs de se reconverter », raconte Jacques Delelis, oncle de Fabien Roussel et figure béthunoise du Parti communiste. « On a eu des usines importantes, avec de gros effectifs, mais cette industrie ne

Affichage dans la petite ville de Divion, à quelques kilomètres de Béthune. Il y a un an, une antenne du Parti communiste a ouvert ses portes après quinze ans d'absence et une montée de l'extrême-droite dans le Pas-de-Calais, historiquement terre communiste, où le PCF retrouve ses soutiens.



remplaçait pas le charbonnage. Notre terre ouvrière a été démolie, tout comme la fierté des gens pour leurs mines », enchaine Bertrand Péricaud, assistant parlementaire PCF de la sénatrice Cathy Apourceau-Poly. Ancien président de la commission du développement économique au sein du conseil régional, il se bat pour la défense de l'industrie française et le maintien de l'emploi.

La France a tiré un trait sur l'industrie

Aujourd'hui, une nouvelle mue économique est engagée. Les délocalisations s'accroissent. « La France a tiré un trait sur l'industrie et a fait le choix de la finance, du tourisme, de la logistique, déplore Bertrand Péricaud. Les grands groupes mettent en concurrence leurs sites français avec ceux situés en Pologne, Hongrie ou Roumanie. Ils préfèrent utiliser le réservoir de main-d'œuvre qu'offrent ces pays. » Chez Stellantis, qui regroupe depuis 2021 Peugeot et



Jacques Delelis, figure locale et historique du Parti communiste béthunois, est l'oncle de Fabien Roussel.



Christian Duchateau, ex-salarié de l'usine de pneus Bridgestone à Béthune, délégué CGT et porte-voix des 361 salariés sans solution d'avenir. Il soutient Fabien Roussel.



Bertrand Péricaud, assistant parlementaire PCF, tracte devant l'usine de métallurgie Aperam d'Isbergues pour récolter des voix et faire réagir sur la désindustrialisation.

Fiat, on choisit de fabriquer désormais les moteurs en Hongrie plutôt qu'à l'usine de Douvrin. Une nouvelle entité a été créée, ACC, qui installe sur le terrain voisin son usine flambant neuve de batteries électriques. Pour faire face à la transition énergétique, assure la direction. Plus de 1 000 emplois sont menacés. « Ce sont pourtant les ouvriers qui font la richesse d'une entreprise, considère Christian Duchateau, militant de la fédération PCF de Béthune. Le travail a une valeur inestimable. » Ce dernier a subi la fermeture de l'usine Bridgestone en avril 2021, quand 863 employés avaient été licenciés. À 58 ans et après trente-huit ans de « boutique », il a pu devenir référent au sein du cabinet de reclassement mis en place, et aide ses anciens collègues. « La direction nous paie pour qu'on parte en retraite, pré retraite... On est alors rangé dans la case "en solutions". Mais l'argent ne répare rien. Il y a beaucoup de salariés en détresse, des dépressions, des divorces, certains ont même fait de la prison. Un camarade s'est suicidé la semaine dernière. C'est la violence du capital. » Cathy Apourceau-Poly, sénatrice PCF du Pas-de-Calais, est inquiète pour les « copains ». Elle suit de près, avec Bertrand Péricaud, la situation de ces entreprises et connaît bien les ouvriers qui y travaillent. « Ils ont exercé le même métier toute leur vie, on ne les a pas fait évoluer, et ils se retrouvent à faire un CAP de menuiserie à 52 ans. On promet le même emploi à tout le monde ! » Et de fustiger les choix politiques de l'État qui bouleversent les orientations économiques : « La France ne peut pas être qu'une société

"FABIEN A REDONNÉ DE LA DIGNITÉ AU COMMUNISME"

Emeline Delplanque militante

de services. Ce sont les industries qui produisent les richesses ! »

Le siège du PCF de Lens est une grande et élégante bâtisse de briques, au pignon à gradins. Dans un des bureaux, des affiches de campagne du candidat Fabien Roussel attendent d'être collées, et des tracts annonçant un meeting dans une ville voisine, Avion, sont prêts à être distribués. Antonin Édoire tient une permanence une journée par semaine. À bientôt 20 ans, il est déjà secrétaire fédéral du mouvement des jeunes communistes du Pas-de-Calais depuis octobre 2020. « On fait beaucoup de tractages en ce moment. Notre campagne est en très bonne voie. » Étudiant à la faculté des sciences, il se destine à l'enseignement.

Antonin décrit les angoisses des vingténaires, liées à l'ombre persistante du chômage et aux questions écologiques. « Le programme de Roussel rassure, séduit par son progressisme. Il fait de l'emploi un de nos fondamentaux. »

Ici, la misère s'est installée

« Fabien, c'est le renouveau, il a redonné de la dignité au communisme, alors qu'on n'était plus à la mode. On sent le mouvement renaitre », confirme Emeline Delplanque, 25 ans. À Divion, aidée de son compagnon Cédric Delelis, 26 ans, neveu de Fabien Roussel, elle a remonté il y a un an une section communiste. « Ici, la misère s'est installée. » Cet automne, les deux jeunes militants se sont rendus dans la Cité des Musiciens, un quartier populaire à l'abandon, pour rencontrer les familles qui vivent dans ces anciens coron. « Ils sont délaissés ; on peut les aider, pour leur recherche d'emploi ou la réhabilitation de ces logements parfois insalubres, faire bouger les choses. » Comme Antonin et ses camarades de Lens, ils discutent beaucoup avec les populations défavorisées, font du porte-à-porte, tentent de redonner « foi en la politique » et de « semer leurs graines ». L'extrême droite s'est installée avec la montée du chômage dans cette région historiquement « rouge », à tout le moins ancrée à gauche. « Ils se trompent de colère. C'est facile de détester l'autre. » Face à ce vote identitaire, le combat est constant, et porte ses fruits, assurent-ils. Quatre cantons reconquis aux dernières élections départementales. Peut-être l'amorce de jours heureux pour les Pas-de-calaisiens. ■

MÉLÉNCHONISTES LA FRANCE INSOUMISE OCCUPE L'ESPACE PAR LE PUNK

C'EST AVEC DE LA MUSIQUE ET DES ACTIONS DE PROXIMITÉ QUE LES PARTISANS DE JEAN-LUC MÉLÉNCHON ESPÈRENT RALLIER DE NOUVEAUX SOUTIENS À LEUR CAUSE.

Texte : Maël Gallison
Photos : Damien Rietz

« LES ACTIONS DE TERRAIN, il n'y a que ça de vrai ! Les gens, il faut aller les chercher. » Attablé dans une des salles du bar le Royal Est, dans le 10^e arrondissement de Paris, Yohan Sales, 21 ans, bandana noir et blanc sur les cheveux et barbe bien taillée, passe aisément du registre musical au discours politique. Alors qu'il était sur scène quelques minutes plus tôt avec ses camarades de La France insoumise (LFI), également musiciens du groupe Nous sommes punk, Yohan poursuit son analyse de la stratégie de campagne mélenchoniste : « L'exemple, c'est la campagne pour les législatives partielles de Danielle Simonnet l'année dernière dans le 20^e arrondissement. Elle a fait plus d'un tiers de la circonscription en porte-à-porte et, derrière, ça a porté ses fruits ! »

« La distribution de tracts à la sortie du métro, ça ne suffit pas », mesure Yohan, conseiller municipal de Pierrefitte-sur-Seine (Seine-Saint-Denis), également membre de l'équipe nationale d'animation des Jeunes Insoumis-es. C'est en faisant « du porte-à-porte, en allant discuter, qu'on va réussir à convaincre [...] C'est le pari que nous faisons à l'Union populaire. » Voilà la théorie : occuper l'espace, « aller chercher les gens ». Une stratégie que les militants doivent confronter aux habitants des quartiers populaires, en l'occurrence dans le 18^e arrondissement.

Session de collage

Ce mercredi soir de fin février, ils sont cinq à s'être retrouvés devant la station de métro Guy-Môquet pour une session de collage d'affiches. Jean, inspecteur du travail, ancien adhérent du Parti socialiste et désormais militant de LFI,

est là, ainsi que Stéphanie, membre du mouvement de Benoît Hamon, Génération-s, qui a décidé de rejoindre la campagne de l'Union populaire. Il y a aussi Cédric, ancien journaliste, qui fait sa première campagne en tant que militant, Basile, auparavant à Attac (Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne, née en 1998), et Colas. Tous ne sont pas encartés LFI, mais ils ont décidé de soutenir la campagne de Jean-Luc Mélenchon.

« En ce moment politique précis, c'est la meilleure forme de militantisme, c'est à LFI que je me sens le plus utile », explique Basile. Cédric, lui, a eu le déclic quand il s'est rendu au meeting de Jean-Luc Mélenchon à La Défense début décembre : « Il y avait tellement de monde que je n'ai pas pu entrer. J'ai regardé le discours sur écran géant dehors et j'ai vu toute la société française représentée dans sa diversité. »

L'itinéraire du collage a été défini à l'avance par Stéphanie : de la station Guy-Môquet jusqu'à la porte de Saint-Ouen, puis le long du boulevard Ney jusqu'à la porte de Clignancourt, avant de terminer sur le boulevard Ornano. « On essaie de partager l'espace public avec les autres forces de gauche,

mais l'espace se partage plus ou moins bien, comme en ce moment avec le Parti communiste », avec lequel les rapports sont tendus, explique Jean. Certains militants communistes recouvrent les affiches de la campagne de Mélenchon avec les leurs. Il ajoute : « Par contre, on n'est pas trop tolérants vis-à-vis des affiches de Zemmour », qu'ils arrachent.

Un endroit stratégique

À la porte de Saint-Ouen, la petite équipe s'arrête et se concertent un instant. Stéphanie a repéré un endroit stratégique sur le boulevard Ney : un grand mur blanc, vierge de toute affiche. Là, les colleurs se font plaisir. Posters de Mélenchon, symboles de La France insoumise, affichettes résumant les idées fortes du programme, tout y passe. Colas pose plusieurs affichettes d'affilée : « Six affiches, comme la VI^e République ! » Peu avant 23 heures, le stock d'affiches épuisé, le groupe se sépare et les militants rentrent chez eux.

À la porte d'Aubervilliers, trois jours plus tard, Stéphanie et Jean sont de nouveau en action. Leur objectif du jour : faire du porte-à-porte dans les immeubles du quartier et informer sur la campagne de l'Union populaire.

“LA DISTRIBUTION DE TRACTS À LA SORTIE DU MÉTRO, ÇA NE SUFFIT PAS”

Yohan Sales, conseiller municipal LFI et membre des Jeunes Insoumis-es



Au concert du groupe de punk rock insoumis Nous sommes punk, le 24 février au Royal Est, dans le 10^e arrondissement.

Le premier immeuble du 34, boulevard Ney se révèle étonnamment vide. « Je pense qu'il n'y a personne », constate Stéphanie à plusieurs reprises, stoïque devant les portes d'appartement qui restent fermées. « Il n'a pas fait un soleil pareil depuis longtemps, les gens sont dehors », se rassure Jean.

Au rez-de-chaussée, une porte s'ouvre, deux enfants et un adolescent apparaissent, un échange débute. À l'adolescent, qui pense que ses parents ne sont pas inscrits sur les listes électorales, Stéphanie tend un tract et explique que, pour s'inscrire, « c'est facile, tout est écrit ici, cela peut se faire sur Internet ou bien en se rendant à la mairie du 18^e arrondissement ». Puis elle lui demande s'il connaît Jean-Luc Mélenchon et commence à égrener une série de mesures « pour les jeunes » : salaire minimum à 1 400 €, revenu étudiant, blocage des prix pour les produits de première nécessité. Jean ajoute : « Il y a une chaîne YouTube, si tu veux en savoir plus ! »

Le second immeuble de la résidence n'est guère plus animé en ce samedi ensoleillé. Néanmoins, davantage de portes s'ouvrent. Au cinquième étage, un habitant hausse les épaules : « C'est ma femme qui est inscrite. Moi, je n'ai pas la nationalité française. » Il ajoute : « Mais elle vote Mélenchon ! »

Au troisième étage, une femme ouvre. Elle non plus ne pourra pas voter, mais elle prend poliment le tract « pour [son] mari qui, lui, est inscrit ». Au premier étage, une habitante avoue ne pas être inscrite. Elle saisit le tract tendu par Stéphanie puis ajoute, enthousiaste : « Moi, j'aime bien Jean-Luc Mélenchon, c'est mon préféré ! »

La sonnerie a à peine retenti que la porte d'à côté s'ouvre. Jean n'a pas le temps de commencer sa présentation qu'il est coupé par la jeune femme : « Nous, on vote tous Mélenchon ! » En sortant de l'immeuble, Stéphanie glisse : « Ça se confirme : dès qu'on ouvre une porte, on nous dit qu'on va voter Mélenchon. On commence à se dire qu'il va se passer quelque chose. » Pour la militante, la stratégie de l'Union populaire semble payante. ■

À La France insoumise, on passe aisément du registre musical au discours politique.



NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

LES ÉTUDIANTS SE MOBILISENT AUTOUR DE PHILIPPE POUTOU

SUR LES ROUTES À LA RENCONTRE DES MAIRES, LA JEUNE GÉNÉRATION DONNE SON TEMPS ET SON ÉNERGIE POUR PERMETTRE AU CANDIDAT D'OBTENIR SES 500 PARRAINAGES ET DE PORTER HAUT LEURS REVENDICATIONS. UNE STRATÉGIE ET DES LIENS TISSÉS SUR LE LONG TERME.

Texte : Claire Leblond — Photos : Élodie Martial



Philippe Poutou a souhaité redonner de l'espoir aux jeunes lors de sa « tournée des facultés ». Le 10 février 2022, il prenait la parole devant un amphi plein à craquer, à Saint-Denis (93).

LE 10 FÉVRIER, À L'UNIVERSITÉ Paris 8 Vincennes - Saint-Denis (93), l'amphithéâtre B1 est bondé. Quatre cents personnes, majoritairement des étudiants, sont venues soutenir Philippe Poutou, candidat à l'élection présidentielle pour le Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA). Dès son arrivée, l'ancien ouvrier chez Ford remercie les étudiants pour leur présence à ses meetings. « On représente un courant d'idées anticapitalistes qui expriment une révolte contre l'aggravation de la précarité », affirme-t-il. « On a la prétention de faire vivre un espoir », ajoute l' élu de Bordeaux.

En 2017, les étudiants s'étaient déjà mobilisés autour de sa candidature. À l'occasion d'une « tournée des facultés », expression utilisée par les partisans, ils étaient, là aussi, venus nombreux pour le soutenir aux ENS Paris Saclay et Ulm, à l'Upec de Créteil, et aux universités Paris 1 et Paris 6. Les militants du NPA Jeunes se montrent actifs, aussi bien dans la campagne auprès des maires pour les parrainages, qu'avec le grand public, en particulier les étudiants.

L'homme politique mise sur la jeunesse pour muscler sa campagne. Dans son programme, il tente de répondre aux problématiques qui touchent directement les jeunes : la précarité, les inégalités sociales et l'éducation. Et ils le lui rendent bien. Aujourd'hui, ils sont un millier d'adeptes, dont des étudiants prêts à s'investir sur le terrain pour que leur candidat puisse recueillir les 500 parrainages d'élus indispensables pour concourir à l'élection présidentielle.

Faire campagne sur les réseaux sociaux

C'est lors des rassemblements au sein de facultés comme Paris 8 que le syndicaliste se fait connaître auprès des jeunes. À ces occasions, les militants les informent des actions à venir. Les réunions des comités NPA Jeunes se tiennent toutes les deux semaines pour discuter des sujets d'actualité qui les préoccupent, ou de l'évolution des mouvements sociaux au cours de l'histoire. Sa campagne se déroule également sur les réseaux sociaux. « Je veux allier les forces des jeunes et des vieux. Il est important de discuter avec la jeunesse », répond-il à Selma, porte-parole du NPA Jeunes, dans un live Facebook et Instagram diffusé le 20 février dernier, avec l'objectif de rassembler la nouvelle et l'ancienne génération.

Mathis, étudiant en licence de physique à Paris 7, s'est engagé auprès du NPA il y a cinq ans, suite aux mobilisations contre la loi Travail du 8 août 2016. L'une des préoccupations



Collage d'affiches par des militants du NPA pour la campagne de Philippe Poutou à Ivry-sur-Seine, dans le Val-de-Marne, le 19 février 2022.

principales des adhérents du NPA Jeunes est la lutte contre la précarité des étudiants. Tout comme lui, beaucoup travaillent avec des contrats à temps partiel, peu qualifiés et mal rémunérés, pour subvenir aux dépenses de la vie courante telles que le logement, les transports, la nourriture. « Au-delà de vingt heures de travail hebdomadaire, les étudiants mettent en péril l'obtention de leurs diplômes et la poursuite de leurs études », souligne Mathis. C'est la raison pour laquelle Poutou propose d'instaurer un « revenu d'autonomie » pour tous les étudiants de 16 à 25 ans, afin qu'ils puissent étudier « sans aller bosser chez McDo ».

Dans son programme, le renfort des services publics, en particulier l'éducation et la santé, ont une grande résonance auprès des étudiants, notamment la « gratuité pour les besoins essentiels : se loger, se déplacer, se nourrir, se chauffer, se soigner, étudier ». Malgré le gel des frais d'inscription pour l'année 2020-2021, Emmanuel Macron n'a pas abandonné l'idée de les augmenter, et c'est une source d'inquiétude. Dans son intervention du 13 janvier 2022 auprès des présidents d'universités, le chef du gouvernement a déclaré : « On ne pourra pas rester durablement dans un système où l'enseignement supérieur n'a aucun prix pour la quasi-totalité des étudiants. »

Collecter un maximum de signatures

Le soutien des étudiants pour l'obtention des 500 parrainages a constitué une part importante de leurs actions pendant la campagne 2022. Mathis et Selma, âgés de 22 et 26 ans, ont parcouru la Marne et la Normandie pour aller à la rencontre des maires. L'objectif était de convaincre les élus et de collecter le maximum de signatures, afin que Poutou obtienne le sésame

“ JE VEUX ALLIER LES FORCES DES JEUNES ET DES VIEUX ”

Philippe Poutou

pour le premier tour de la présidentielle. Sa communication se fait grâce à la distribution de tracts sur les campus, de porte-à-porte dans les cités universitaires et les instituts de formation en soins infirmiers, comme l'explique Selma, chargée de cours en sciences sociales du sport. Les comités NPA Jeunes sont présents dans toute la France, surtout dans les villes universitaires comme Lille, Strasbourg, Bordeaux ou Toulouse. Le désaccord des militants du NPA Jeunes sur la politique menée par le président de la République est d'autant plus fort que les problématiques sociales et économiques se sont accentuées au cours des cinq dernières années. « Cette société ne nous convient pas. Seuls 10 % des étudiants en licence sont issus des quartiers populaires », déplore Selma. La candidature de Philippe Poutou correspond à la volonté de rendre la société plus juste et à l'ambition de lutter contre le déterminisme social. Cependant, le candidat reconnaît sa « probable absence au second tour ». ■

SOCIALE DÉMOCRATIE

LE TERRITOIRE DE LA MACRONIE S'ÉTEND À GAUCHE

POUR DÉFENDRE LE BILAN D'EMMANUEL MACRON, DE NOUVELLES FIGURES ISSUES DU PARTI SOCIALISTE OFFRENT LEUR SOUTIEN AU PRÉSIDENT SORTANT. TOUS ESPÈRENT SA VICTOIRE ET VISENT DÉJÀ LES LÉGISLATIVES.

Texte : Moustapha Gano — Photo : Aleister Denni

« EMMANUEL MACRON AVAIT RAISON quand il disait que le Parti socialiste est un astre mort », déclare Paul Antoine, délégué national adjoint à la communication et à la presse de Territoire de progrès (TDP), un micro-parti « social-démocrate, progressif et réformiste engagé dans la majorité présidentielle ». Alors qu'Anne Hidalgo est au plus bas dans les sondages avec 2 % des intentions de vote, certains cadres du PS quittent le navire. Ils sont une dizaine à débarquer à l'aile gauche de la macronie. Des figures emblématiques comme l'ancienne garde des sceaux, Elisabeth Guigou, et l'ancienne ministre de la Santé, Marisol Touraine, y ont déposé leurs valises le 22 février. Si le maire de Dijon, François Rebsamen vient de leur emboîter le pas, l'ancien président de l'Assemblée nationale Claude Bartolone serait prêt à le faire sous certaines conditions. Et avant eux, le TDP a été créé, en janvier 2020, par les ministres Jean-Yves Le Drian et Olivier Dussopt, tous deux issus du Parti socialiste.

Objectif : tractage et porte-à-porte

Ce mercredi 22 février, le temps est morose, avec une pluie fine. Une vingtaine de militants du TDP se sont donné rendez-vous devant le café Le Rouge limé, en plein cœur du 11^e arrondissement, circonscription d'Anne Hidalgo. Parmi les membres du TDP présents ce jour-là, le ministre délégué aux comptes publics et président du parti, Olivier Dussopt, la députée Anne-Christine Lang ainsi que des délégués nationaux. Se joignent à eux des membres de La République en marche. Mais l'aile droite

“ NOUS NE SOMMES PAS DANS UNE CAMPAGNE DE DÉBAUCHAGE ”

Olivier Dussopt

de la majorité présidentielle (Modem, Agir et Horizons) brillait par son absence. L'objectif de ce rassemblement : une opération de tractage et de porte-à-porte dans le quartier pour défendre le bilan du quinquennat. Leur candidat, Emmanuel Macron, n'était alors toujours pas officiellement déclaré.

Rue de Charonne, Olivier Dussopt engage la conversation avec un caviste. Le ministre dresse le bilan des réformes menées par la majorité depuis 2017 avant d'ajouter : « Le vin est l'identité de la France et est au cœur de l'économie avec plus de 500 000 emplois. » Le caviste paraît séduit, il évoque l'accompagnement de l'État quand, en 2019, Donald Trump a imposé une taxe supplémentaire de 25 % sur les vins français, une mesure de rétorsion dans le cadre d'un conflit commercial entre Airbus et Boeing.

Plus loin, dans une rue piétonne, ministre et militants font du porte-à-porte. Ils entrent dans un immeuble. Il est 21 heures et la cour est vide. Ils ne sont qu'une dizaine de résidents à sortir une tête pour échanger. Les habitants présents se déclarent plutôt satisfaits, la plupart d'entre eux promettent d'apporter

leur suffrage à Emmanuel Macron.

Délégué national à la mobilisation et élu de l'arrondissement, Guillaume Poitoux se prête à l'exercice du tractage et échange avec les riverains. « Le président a un véritable bilan social à défendre », soutient l'homme politique en évoquant la revalorisation de la prime d'activité, la prise en charge à 100 % des lunettes, prothèses dentaires et auditives, ainsi que les réformes sociétales à l'instar de la procréation médicalement assistée pour toutes les femmes. « On veut marquer notre appartenance à la social-démocratie. Cette gauche qui est dans l'action et non dans l'incantation comme peuvent l'être le Parti socialiste et La France insoumise » soutient-il.

Paul Antoine, délégué à la communication et à la presse, évoque des mesures de gauche prises lors du quinquennat, comme l'augmentation de 100 € par mois du minimum vieillesse et le dédoublement des classes de CP et CE1 dans les zones prioritaires. Il affirme qu'une charte a été signée dans le cadre d'Ensemble citoyens !, l'organe qui regroupe les partis de la macronie. En cas de réélection d'Emmanuel Macron, le premier objectif de cette alliance est de ne présenter qu'un seul

candidat de la « maison commune » dans chacune des circonscriptions pour les élections législatives.

« Incarner le projet du président »

Selon le président de l'Assemblée nationale, Richard Ferrand, Ensemble citoyens ! permettra aux formations politiques de se coordonner. « Nous regarderons qui est le mieux placé pour incarner le projet du président dans chaque territoire », expliquait-il à *Ouest France* peu après le lancement du projet, en novembre. Si TDP paraît clairement à la chasse aux électeurs, ils se défendent de siphonner le parti

à la rose. « Nous ne sommes pas dans une campagne de débauchage. Ceux qui nous rejoignent, le font librement car ils se reconnaissent dans nos valeurs », se félicite Olivier Dussopt. Un haut cadre du PS, membre de l'équipe de campagne d'Anne Hidalgo, qui souhaite garder l'anonymat, estime pour sa part que ces départs sont un non-événement. « Ces cadres avaient déjà quitté le parti au début du quinquennat et ne participaient plus aux événements de la formation politique. » Pour lui, ce serait une preuve de naïveté. « Ils ne se rendent pas compte que les inégalités

ont explosé avec la baisse des allocations pour le logement et les nouvelles règles concernant l'allocation chômage. Emmanuel Macron est de droite et ne fléchira jamais. » ■

Le délégué national à la mobilisation Guillaume Poitoux (avec la casquette) et les militants LREM se sont donné rendez-vous devant le café Le Rouge limé, dans le 11^e arrondissement de Paris, avant de commencer leur soirée de tractage.



PARTI SOCIALISTE LA ROSE SE FANE

SOUS LA BARRE DES 5 % DANS LES SONDAGES, ANNE HIDALGO NE PARVIENT PAS À FAIRE DÉCOLLER SA CAMPAGNE. ANALYSE D'UN ÉCHEC ANNONCÉ POUR ENVISAGER LES CHANGEMENTS QUI PERMETTRAIENT UN RENOUVEAU.

Texte : Manel Benamara — Photo : Aleister Denni



Palthi Nzinga, étudiant en droit et militant du PS, estime qu'Anne Hidalgo est la mieux placée pour porter la voix du PS.

« ANNE EST LA CANDIDATE la mieux placée pour porter la voix du Parti socialiste et de la gauche, tant par son profil de maire que par sa capacité à mener des politiques sociales et environnementales », explique Palthi Nzinga, étudiant en droit et militant PS, face à la mairie du 15^e arrondissement, port d'attache d'Anne Hidalgo de 2001 à 2020. Les militants socialistes s'accrochent à sa candidature, balaisent les critiques sur sa campagne et la présentent comme la sauveuse du parti, la seule alternative possible à gauche. « La candidate a été largement élue par les membres de notre parti avec près de 75 % des voix », souligne Palthi Nzinga. Selon ses partisans, c'est la seule dont le programme répond aux problèmes comme aux demandes des Français. Alors pourquoi la candidature d'Anne Hidalgo est-elle tant critiquée ? Pourquoi plafonne-t-elle sous les 5 % ?

Popularité en berne

Après avoir promis de se consacrer uniquement à son mandat local, Anne Hidalgo a officialisé sa candidature à la présidentielle le 12 septembre 2021. Malgré ce revirement, c'est avec une certaine timidité qu'elle se lance dans la course : manque d'expérience, image trop parisienne, popularité en berne. « Si Anne Hidalgo ne faisait pas campagne, on ne ferait pas face à un affaiblissement, mais à la disparition du PS. C'est une manière de maintenir artificiellement le parti en vie », explique Michel Sapin, ancien ministre de l'Économie et des Finances et membre du Parti socialiste depuis 1975. Pas très flatteur pour celle qu'il qualifie pourtant de « femme de courage ».

Une candidature fautive de mieux ? Pourtant, au cours des entretiens, personne au sein du PS n'évoque un

autre nom. Et Anne Hidalgo a obtenu sans difficulté les 500 signatures nécessaires pour se présenter à l'élection dès ce début février. Cela grâce à l'implantation départementale et régionale importante du PS, et à l'aura dont il dispose encore à cette échelle. Malgré ce soutien, le parti peine à se rendre audible au niveau national. On assiste à un affaiblissement politique multifactoriel : chute du nombre d'adhérents, de 111 450 en 2016 à 22 000 en 2021 ; flou entre des Verts de plus en plus sociaux et des socialistes de plus en plus verts ; nombre grandissant de transfuges. « Depuis 2017, beaucoup d'anciens élus PS ont apporté leur soutien à Emmanuel Macron », se désolé-t-on en interne.

« Il nous faut une nouvelle génération, qui ne sera pas prisonnière d'anciennes rancœurs », explique Michel Sapin. Car malgré les départs, subsistent les mêmes querelles d'ego et de jeux d'influence. « Il y a une division habituelle, voire naturelle, de la gauche française », poursuit-il. L'enjeu réel pour le parti est « la récupération de ses électeurs ». Or, aujourd'hui, aucune proposition ne semble convaincre les Français. Alors difficile d'aller à la reconquête de ceux qui avaient élu François Hollande au premier tour avec 28,6 % des voix.

**IL NOUS FAUT
UNE NOUVELLE
GÉNÉRATION**

Michel Sapin
ancien ministre et membre du PS

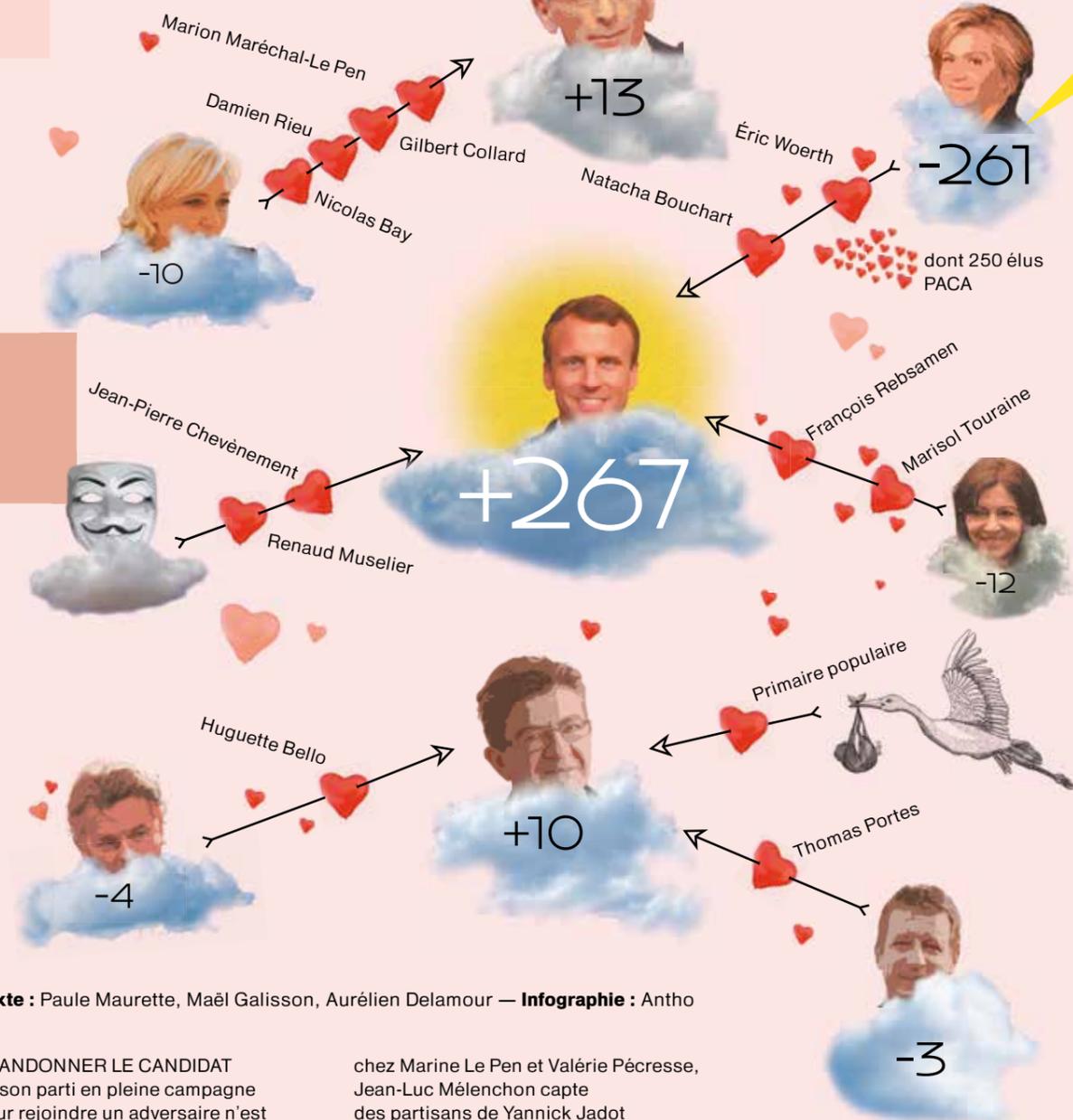
Pour les militants, Anne Hidalgo n'est pas entièrement responsable de ses mauvais résultats. Pour autant, les chiffres mettent le parti en mauvaise position, car il faut atteindre 5 % des suffrages pour obtenir le remboursement des frais de campagne. La maire de Paris risque donc de voir les économies du PS y passer. Une menace qui aurait peut-être pu être évitée.

Meetings vides

Les idées phares, comme le pouvoir d'achat et l'amélioration du travail, n'ont pas été mises en avant dès le début, ce qui explique ce score, d'après un militant trésorier. On reproche à la candidate des meetings vides, comme à Aubervilliers en janvier, et certaines tensions au sein du parti. On a ainsi prêté à Olivier Faure, premier secrétaire du PS, des envies de « débranchement de la candidature ». Face à ces critiques, les militants dénoncent une manipulation médiatique. « Le meeting d'Aubervilliers n'était pas vide ! BFM TV a filmé avant le début », insiste Palthi Nzinga. Mais si les soutiens d'Anne Hidalgo font tout pour se rassurer, deux questions subsistent : les économies du PS seront-elles suffisantes en cas d'échec ? Et quel poids la division de la gauche aura-t-elle sur le scrutin ? Les membres du parti sont restés évasifs face à ces questions. Réponses le 10 avril prochain par les urnes. ■

TRANSFUGES JE T'AIME MOI NON PLUS

+/- Nombre de transfuges perdus ou gagnés par les candidats.
→ Sens du ralliement.



Texte : Paule Maurette, Maël Galisson, Aurélien Delamour — Infographie : Antho

ABANDONNER LE CANDIDAT de son parti en pleine campagne pour rejoindre un adversaire n'est pas nouveau. On se souvient par exemple de la trahison du socialiste Éric Besson rejoignant Nicolas Sarkozy le soir du premier tour en 2007. Mais, en 2022, le phénomène est inédit par son ampleur. Presque tous les prétendants à la présidence voient leurs rangs fondre ou grossir. Éric Zemmour aspire des cadres

chez Marine Le Pen et Valérie Pécresse, Jean-Luc Mélenchon capte des partisans de Yannick Jadot et Fabien Roussel. En 2017, Emmanuel Macron avait déjà rallié des centristes du MoDem et des soutiens d'Alain Juppé et de Manuel Valls. Il siphonne cette année des centaines d'élus et de cadres du Parti socialiste et des Républicains. Reste à se demander si ce jeu de chaises musicales influencera le vote des électeurs. ■

LE PEN



Les militants du RN récupèrent les banderoles avant le tractage pour la campagne présidentielle. Levallois-Perret (Hauts-de-Seine), février 2022.

RASSEMBLEMENT NATIONAL À BORD DU BUS DE CAMPAGNE DE MARINE LE PEN

TREIZE CARS FLOQUÉS AUX COULEURS DE LA CANDIDATE SILLONNENT LA FRANCE. L'OBJECTIF DE CETTE OPÉRATION EMPRUNTÉE AUX NORD-AMÉRICAINS : ALLER TRACTER DANS 5 000 MARCHÉS. EMBARQUEMENT AVEC DES SYMPATHISANTS DE LA RÉGION PARISIENNE.

Texte : Céline Dupuis — **Photos :** Maria Perianez

« IL EST BEAU LE CAR DE MARINE ! », s'exclame Pierre-Emmanuel Rivière en montrant le bus stationné rue Gabriel-Péri, à Levallois-Perret, dans les Hauts-de-Seine. Avec ce jeune membre de la direction nationale du Rassemblement national (RN), une

quinzaine de militants du parti se sont donné rendez-vous en cette fraîche matinée dominicale devant l'imposant véhicule customisé aux couleurs de la candidate à l'élection présidentielle. La carrosserie est peinte en bleu marine, vitres incluses. Le flanc est

floqué du visage photoshopé de Marine Le Pen, qui regarde le passant droit dans les yeux, avec un large sourire. Le slogan de campagne « La France qu'on M ! » s'affiche en lettres capitales sur les deux tiers de l'aile. Un QR code renvoie le téléchargement de

l'application M la France et le site du même nom, ouvert pour la campagne présidentielle de Marine Le Pen en 2022.

Les militants se retrouvent dans la bonne humeur, prêts à battre la campagne. Le tutoiement est de mise, et un esprit bon enfant émane du groupe composé d'hommes et de femmes de tous âges et de tous horizons. Chaque adhérent enfle une « chasuble », comme ils disent, bleu de France, au dos de laquelle est inscrit « Marine présidente ». On s'échange en riant ces coupe-vent tirés de la soute à bagages pour revêtir le plus adapté à sa corpulence. Pierre-Emmanuel Rivière enfle le sien par-dessus sa veste en tweed ornée d'une pochette colorée, non sans une petite moue. Les tenues ne sont pas des plus seyantes, mais « elles sont efficaces pour aller tracter sur les marchés », souligne Patrick Yvars, directeur départemental adjoint du RN 92. « On nous voit de loin, et ça coupe du vent », conclut-il. Sous l'impulsion de Christophe Versini, le délégué départemental des Hauts-de-Seine, le groupe se rassemble devant le car pour une photo immédiatement postée sur les réseaux sociaux. La communication en temps de campagne présidentielle est un plat qui se mange show.

Un bus par région

Le chauffeur, qui loue deux bus pour cette opération, se désole d'un nouveau caillassage la veille. Il montre les photos des dégâts. « Ça s'est passé dans les Ardennes », explique-t-il. C'est le troisième car du dispositif qui se fait ainsi malmener. À Marseille, le car affrété pour la convention présidentielle n'a pas pu prendre le départ pour Reims. « Le chauffeur a même été blessé à la main », s'indigne le conducteur, sidéré. Un autre bus a été visé le week-end précédent du côté de Nantes. Pierre-Emmanuel Rivière souligne que « c'est toujours les mêmes ! ». Les mêmes, ce sont « les racailles et les antifas ». Le jeune cadre l'assure : « Quand on sera au pouvoir, voilà justement le genre de comportement qui ne sera plus toléré. »

Le bus est mis à la disposition de la délégation départementale pour quelques jours, avant de poursuivre sa tournée dans un autre département de la région Île-de-France. Treize cars tournent dans tout le pays, un par région. « L'objectif est de couvrir 5 000 marchés », indique Christophe Versini. Cette opération, empruntée aux campagnes nord-américaines, a déjà été mise en place lors des précédentes élections

régionales. Mais la Commission des comptes de campagne a refusé la prise en charge des frais de flocage, estimés à 15 000 euros. La décision est contestée par le parti. Cette fois-ci, des juristes évoquent l'article R27 du code électoral sur l'utilisation des trois couleurs nationales et la réglementation sur la taille des affiches, ainsi que l'article L51 sur les modalités d'affichage relatif à l'élection. Au regard de l'article R581-48 du code de l'environnement sur l'usage de la publicité sur les véhicules terrestres, cet habillage est également non autorisé.

Après la séance de *selfies*, la quinzaine de militants embarque, enthousiaste, dans le car. À bord, Patrick Yvars lance, amusé : « Allez, au Mont Saint-Michel ! », en référence au meeting d'Éric Zemmour qui a eu lieu la veille sur le site. Les militants rigolent. « Oh oui ! j'y suis jamais allée », s'exclame Myriam. Que pense-t-elle de la candidature de Zemmour ? « Il est dur. L'important, c'est que Marine se maintient. Elle a une

résilience exceptionnelle. » Tous les militants y croient : « Cette fois, Marine peut gagner », estime Daniel.

La candidate du Rassemblement national a déjà gagné un prénom. Les sympathisants évoquent un « Marine » familial, comme s'ils parlaient de leur bonne copine. Daniel est engagé auprès du RN depuis 2018. Il militait auparavant pour Les Républicains (LR). Il a voté Marine Le Pen en 2017, après avoir quitté LR à la suite de la primaire. Andrea est étudiante. Elle milite depuis 2021. À 18 ans, elle vote pour la première fois. Elle a choisi Marine pour les questions d'insécurité. Dominique acquiesce. Il a « une fille de 24 ans qui suit le RN depuis qu'elle a été agressée, plusieurs fois ».

Dominique était déjà adhérent à l'époque de Jean-Marie Le Pen, qu'il appréciait pour son « franc-parler ». Même s'il a été très déçu en 2017, il assure : « Aujourd'hui Marine est prête. Il y a une nouvelle équipe et il y a tout le potentiel pour gagner. » Dominique a été militaire pendant huit ans, dix ans policier, puis marin dans



En haut : Myriam Celnik, militante RN et candidate aux élections départementales 2021 à Neuilly.

Ci-dessus : René, sympathisant du RN, discute avec les habitants de la commune de Levallois-Perret.



Les activistes du RN marchent vers le marché de Levallois-Perret pour tracter.

la marine marchande. À l'armée, il votait « pour le président en place, comme tout le monde ». Son père aussi était militaire, sa mère, elle, était socialiste. Il estime que la France est mal gérée depuis des années et identifie deux problèmes principaux : le pouvoir d'achat et l'insécurité. Dominique écarte les bras : « C'est welcome aux étrangers, mais faut aimer la France. » Il milite pour une France d'autrefois, mais il a choisi de quitter le pays pour sa retraite. Le Breton a acheté une maison à l'île Maurice qu'il connaît bien, car sa femme, décédée, en était originaire. Il s'est depuis remarié avec une Chinoise.

Pression sociale

Sur un siège, René sourit. Né au Congo en 1967, il est « arrivé en France en 1973, en regroupement familial ». Son père était venu comme étudiant. René a demandé sa naturalisation il y a une trentaine d'années, il y pensait depuis la terminale. Il se présente comme « un jeune militant

mais un vieux sympathisant du RN ». Il a « d'abord été socialiste, sous l'influence des médias », se justifie-t-il. Journaliste blogueur, il a créé la chaîne citoyenv.fr, qui se décline en un détonant « Afrique patriote, Amérique patriote (pro-Donald Trump), France patriote ». C'est à la suite des crises en Côte d'Ivoire et en Libye que « le positionnement différent de Marine Le Pen par rapport à la doxa générale » a commencé à l'interpeller. En 2012, il a visionné un long entretien que Marine Le Pen avait accordé à la chaîne Telesud, animée par la diaspora africaine. Marine Le Pen estimait que l'arrimage du franc CFA à l'euro était un drame pour l'Afrique. René juge, « en tant que Français originaire d'Afrique », que « Marine Le Pen a une vision équilibrée et gagnante-gagnante des relations internationales ». D'après lui, « beaucoup d'Africains savent qu'elle a raison mais, ce qui les retient, c'est la pression sociale. Il y avait beaucoup de vidéos de Marine qui tournaient dans la diaspora africaine

en 2011-2012 », indique-t-il. René a voté pour Marine Le Pen en 2017, mais n'a adhéré au Rassemblement national que cette année.

Alors que le car arrive à destination, René conclut : « Je viens de la gauche, je suis patriote. Je suis d'origine africaine, je suis patriote. On n'agit pas pour un lobby ou une communauté, on agit pour son pays. » Il souligne qu'il a été très bien accueilli au sein du parti, qu'il s'est « tout de suite senti chez lui, entre amis », alors qu'il a « souvent vécu du racisme parmi les socialistes », dans des remarques le renvoyant à ses origines : « T'es noir, tu ne peux pas penser comme ça. » Il insiste : « Le Rassemblement national réunit des personnes de divers horizons, et ensemble, dans nos diversités, on peut sauver la France. »

Le discours d'une « France à sauver » est récurrent dans la bouche des militants, à bord du car qui tourne en rond dans les rues de Levallois-Perret. Reste à savoir quelle est cette France qu'il s'agirait de défendre. ■

GUYANE

COMMENT ÇA VA AVEC LA COLÈRE ?

À CAYENNE, LES MILITANTS DE LA GUYANE INSOUMISE, SOUTIENS DE JEAN-LUC MÉLENCHON, VEULENT FAIRE PASSER UN MESSAGE D'APAISEMENT ET D'OUVERTURE AU MOMENT OÙ LE DISCOURS SÉCURITAIRE DU RASSEMBLEMENT NATIONAL SÉDUIT DE PLUS EN PLUS DE CITOYENS DU DÉPARTEMENT.

Texte : Cécile Pirou — Photo : Damien Rietz

« MONSIEUR BOUBA, vous présenterez-vous aux législatives ? » L'équipe de campagne de Jean-Luc Mélenchon lance son opération de tractage sur le marché des producteurs, samedi 19 février à Cayenne. Tracts en main et tee-shirts « La Guyane insoumise » sur les épaules, une dizaine de militants sont venus de tout le département. Vice-président du conseil territorial de Guyane depuis 2021, Philippe Bouba se fait aborder familièrement et appeler par son nom.

Crispations identitaires

Les habitués du marché semblent regarder l'élection présidentielle de loin. Commerçants et clients disent ne pas avoir lu les programmes. « Avant les élections, ils ont un programme et, après, il n'y a plus rien », regrette Gilles, un maraîcher. « De toute façon, ce sera Mélenchon ou Le Pen », tranche un client. En 2017, Marine Le Pen avait obtenu 24,3 % des voix au premier tour en Guyane, Jean-Luc Mélenchon 24,7 %. Philippe Bouba y voit « un vote colère » : s'il sent des crispations identitaires sur le terrain, il pense que « les immigrés sont les victimes et qu'il ne faut pas se tromper de combat ». Dans son équipe, Bolière, 31 ans, arrivé il y a six ans d'Haïti. Privé de titre de séjour, il milite pourtant : « Je ne peux pas voter, mais j'en parle à mes amis et cousins qui peuvent le faire, et sur les réseaux sociaux. »

Tout oppose Philippe Bouba et les représentants de Marine Le Pen, jusqu'à leurs méthodes de campagne. « Tracter sur les marchés et les meetings, ça ne fonctionne pas en Guyane », lance Jérôme Harbourg, représentant local du Rassemblement national (RN), qui mise tout sur le réseautage. Il approche

À Cayenne, sur le marché des producteurs, de nombreux vendeurs de fruits et de fleurs viennent de la communauté hmong, originaire du Vietnam et du Laos.



directement les chefs d'entreprise et les leaders des groupes communautaires pour qu'ils incitent leurs ouailles à voter en faveur du parti d'extrême droite. Une contradiction assumée par le RN local, qui prétend lutter contre le communautarisme. Jérôme Harbourg se réjouit de la progression du RN à chaque élection.

« En 2018, lorsque j'ai commencé à militer, j'étais seul et c'était mal vu », dit-il. En 2019, Jordan Bardella est arrivé premier aux élections européennes en Guyane, avec 27,47 %. Cette fois-ci, « on va arriver en tête », assure-t-il. Les sujets sécuritaires et identitaires, chers à Marine Le Pen, ont permis au RN d'imposer en Guyane le thème de l'immigration choisie.

Historiquement ancrée à gauche, La Guyane est une terre d'immigration et d'accueil : du Brésil et du Surinam voisins, d'Haïti ou d'Asie du Sud-Est dans les années 1970. Du côté de la Guyane insoumise, le vivre ensemble prévaut. « La pluralité des origines de nos militants nous permet d'aller vers

les gens dans les quartiers, d'écouter les rancœurs et de répandre le message d'apaisement. » Si l'immigration n'était pas perçue comme un problème il y a dix ans, elle s'est entre-temps muée en « crainte populaire d'une immigration non assimilable », estimait en 2017 Stéphane Granger, docteur en géographie à l'université de Guyane, dans la revue *Territoire en mouvement*.

« Trois Guyanais sur quatre avaient un parent ou un grand-parent d'origine étrangère », constatait en 2011 Claude-Valentin Marie, sociologue et auteur d'une large enquête sur la population des DOM de 18 à 79 ans. Il soulignait que « les seuls natifs de ce département étaient les Amérindiens », ajoutant que « cette recomposition par la migration était perçue comme positive ». Il rappelle aussi qu'en 2017, le collectif « 500 frères contre la délinquance », qui proteste contre l'insécurité en Guyane, avait choisi comme symbole la photo d'une jeune femme d'origine bushinengué, peuple des descendants des esclaves africains du Surinam. ■

MINORITÉS

NOIRS OU MUSULMANS, ILS VOTERONT POUR ZEMMOUR

TROIS FRANÇAIS D'ORIGINE AFRICAINE, DONT UN DE CONFESSION ISLAMIQUE, ONT DÉCIDÉ D'APPORTER LEUR VOTE À RECONQUÊTE ! ILS NOUS LIVRENT LES RAISONS DE LEUR ADHÉSION À UNE POLITIQUE QUI SEMBLE POURTANT ALLER CONTRE LEUR INTÉRÊT.

Texte : Ludovic Dacosta

ASSANE, MUSULMAN DE 52 ANS, vit en France depuis quarante ans. Ce chef d'entreprise, qui avait toujours voté à gauche, a basculé en faveur de Nicolas Sarkozy en 2012 à cause de ce qu'il estimait être un « problème migratoire ». Cette année, il votera pour Reconquête ! car « Zemmour identifie plus clairement le fléau de l'immigration. » Les paroles très dures du candidat sur les immigrés et sur l'islam ne l'indignent aucunement. Au contraire, Assane « apprécie sa radicalité ». Selon lui, les condamnations du polémiste pour provocation à la discrimination raciale en 2011 et à la haine religieuse en 2018 ne sont que des « délits d'opinion ». D'ailleurs, le Mauritanien est persuadé, que les Noirs et les Arabes sont « la cause de tous les maux de la France ».

« Il nous faut de la fermeté »

Assane n'est pas un cas isolé. Sur Twitter, on recense des milliers de comptes de personnes noires, maghrébines ou musulmanes qui revendiquent leur soutien au candidat d'extrême droite. Ainsi, Marianne, Française d'origine ivoirienne, juge que « l'immigration massive est un fléau qui entraîne avec elle son cortège de violences ». L'infirmière de 47 ans soutient sans réserve Éric Zemmour et croit dur comme fer au concept de « grand remplacement ». La preuve ? Les « gens » qu'elle croise dans la rue et « qui ne parlent même pas français ».

La peur de l'immigré revient beaucoup dans la bouche de ces personnes elles-mêmes issues de l'immigration. « La guerre a déjà commencé », poursuit Marianne,

qui énumère : « Attentats, conversions, repas hallal, prières de rue, quartiers incontrôlables. Avec Zemmour, les agressés pourront se défendre », se rassure-t-elle. « Il nous faut de la fermeté en France, et c'est Zemmour qui porte la réponse », martèle Alexandra, Française d'origine sénégalaise vivant à Antony, au sud de la région parisienne, et mère de deux enfants de 5 et 7 ans.

« Montrer sa volonté de s'intégrer »

On pourrait imaginer que la question de l'islam poserait un problème à Assane, lui-même de confession musulmane. Pas du tout ! « L'islam n'est pas compatible avec la république, assure-t-il. Je suis en totale adéquation avec les idées de Zemmour sur les questions de l'immigration et de la pratique de la religion musulmane en France. Il a mis des mots sur ce que je pensais, sans aucune ambiguïté. » Assane est opposé au port du voile dans l'espace public : « Si tu es à Rome, vis comme les Romains. » Son choix de vie est simple : « Ne pas faire comme mes parents. » Marianne ne dit pas autre chose. Née en Côte d'Ivoire d'un père musulman, elle est catholique comme sa mère et habite aujourd'hui Athis-Mons, en région parisienne, où elle vit seule avec son fils de 17 ans. « Je suis allée le soutenir à Villepinte et je n'ai

« JE NE ME SENS PAS NOIRE »

Alexandra

subi aucune hostilité de la part des pro Zemmour, contrairement à ce que pense une certaine gauche », assure-t-elle. Dans le petit village où elle a grandi, sa famille et elle étaient les seuls Noirs. « Je n'ai jamais fait étalage de mes origines : j'estime que c'est la raison pour laquelle j'ai été acceptée. » Arrivée petite en France avec ses parents, Marianne a obtenu la nationalité française quelques années plus tard et n'a pas la nationalité ivoirienne. Elle voudrait que la France soit « plus regardante sur la volonté de s'intégrer des gens à qui elle donne la nationalité », et elle n'est pas tendre envers les binationaux : « On ne peut pas être à la fois Français et d'une autre nationalité. » Elle espère que Zemmour « mettra fin » à ce statut.

Tous trois ne tarissent pas d'éloges sur la France et ses valeurs. « L'amour de la patrie, l'histoire de France, le pays des Droits de l'homme, le pays de la liberté, sont des points d'accord entre Zemmour et moi », déclare Alexandra. En revanche, elle ne se sent pas concernée par le sort réservé en France aux Africains du Sahel, sa région d'origine : « Cela ne heurte aucunement ma sensibilité car je n'ai personne au pays », dit-elle, en allusion au regroupement familial que veut interdire Éric Zemmour. Non, elle ne voit aucune contradiction entre ses origines ethniques et son engagement politique : « Je ne me sens pas "noire", et encore moins dans ma façon de vivre. » ■

25

EXTRÊME DROITE DES FÉMINISTES ISLAMOPHOBES CONTRE PÉCRESSE

LE COLLECTIF NÉMÉSIS ET SA PRÉSIDENTE ALICE CORDIER DÉNONCENT « L'IMPACT DANGEREUX DE L'IMMIGRATION DE MASSE SUR LES FEMMES OCCIDENTALES » ET EN PROFITENT POUR SEMER LA PAGAILLE DANS LE MEETING DE LA CANDIDATE DES RÉPUBLICAINS.

Texte : Marius Caillol — Illustration : Nicolas Patte

« PÉCRESSE, TRAITRESSE, islamo-droitarde ! » Au Zénith, où s'est tenu le premier grand meeting parisien de Valérie Pécresse le 13 février dernier, l'extrême droite n'était pas seulement présente dans les mots de la candidate. Elle était aussi là, dans les gradins. Alors que tous les commentateurs se sont attardés sur son naufrage, certains, présents sur place, se souviendront de l'intervention du collectif Némésis : deux banderoles vite arrachées, un slogan à peine audible et un accompagnement musclé vers la porte de Pantin. Ce happening éclair n'est pas apparu sur le direct du meeting et n'a pas été relayé sur les écrans. Cette tentative de perturbation n'est pourtant pas à minimiser. Mais quel est ce collectif Némésis qui se présente comme « féministe anticonformiste » et qui multiplie sur les réseaux sociaux les provocations contre le port du voile ? Et que reproche-t-il à Valérie Pécresse ?

Affrontement violent

Alice Cordier est l'actuelle présidente du collectif Némésis. D'après son compte Twitter, elle est aussi intervenante dans l'émission « Touche pas à mon poste » de Cyril Hanouna sur C8. La jeune Rennaise de 24 ans décide de fonder son mouvement à Paris, en octobre 2019. Ce n'est qu'un mois après sa création que les « féministes anticonformistes » font leur première apparition médiatique. Lors de la manifestation #NousToutes contre les violences faites aux femmes du 23 novembre 2019, elles tentent d'y participer armées de pancartes « Cologne, Rotterdam* bientôt Paname ? » ou encore « 99 % des Afghans favorables à la charia, 85 %

des Afghans pour la lapidation des femmes adultères. La haine des femmes n'est pas un enrichissement culturel ». Des slogans-chocs qui leur ont valu l'inimitié immédiate d'une large partie des manifestants, jusqu'à l'affrontement violent entre le service d'ordre du collectif identitaire et des antifascistes, filmé et repris sur les réseaux sociaux afin de lancer officiellement le collectif. Aujourd'hui, ce dernier compte poussivement 681 abonnés sur Instagram, rien comparé à celui d'Alice Cordier et à ses 21 600 inscrits. Des pages sur les réseaux sociaux, un site web et un manifeste ont été mis en ligne dans la foulée de cet incident médiatisé. Derrière une volonté de « dénoncer toutes les violences faites aux femmes » se cachent des objectifs assumés : « dénoncer l'impact dangereux de l'immigration de masse sur les femmes occidentales », ou encore « promouvoir la civilisation européenne, non pas comme ayant réduit les femmes au rôle d'objet, mais comme le berceau de leur épanouissement ».

Comment d'un combat contre « le féminisme mainstream colonisé par les gauchistes », en vient-on à s'attaquer à une candidate de droite ? En défendant des valeurs féministes, si l'on en croit le compte Instagram personnel d'Alice Cordier. Le 24 février au soir, elle publie une série de stories où elle fustige l'utilisation, selon elle, galvaudée du combat féministe par Valérie Pécresse. Elle reproche alors à la candidate de « chouiner » ou encore de « crier au machisme comme un étudiant en sociologie ». On peut d'ailleurs l'entendre faire appel à la figure de la Valkyrie – les références à la mythologie nordique étant plutôt une vieille

rengaine chez les suprémacistes blancs. Finalement, dans sa dernière publication sur le sujet, elle regrette de ne pas avoir crié plus fort lors du meeting.

Kyrielle de clichés

Si Alice Cordier et son collectif s'attardent sur la candidate des Républicains à la présidentielle, c'est parce qu'ils s'inscrivaient dans une stratégie plus large de l'extrême droite qu'ils ont surnommée « Ali Juppé » (sic). La technique consiste à révéler les accointances de responsables politiques de droite avec des personnalités publiques musulmanes. Une activité dont raffole le fondateur de Génération identitaire et actuel membre

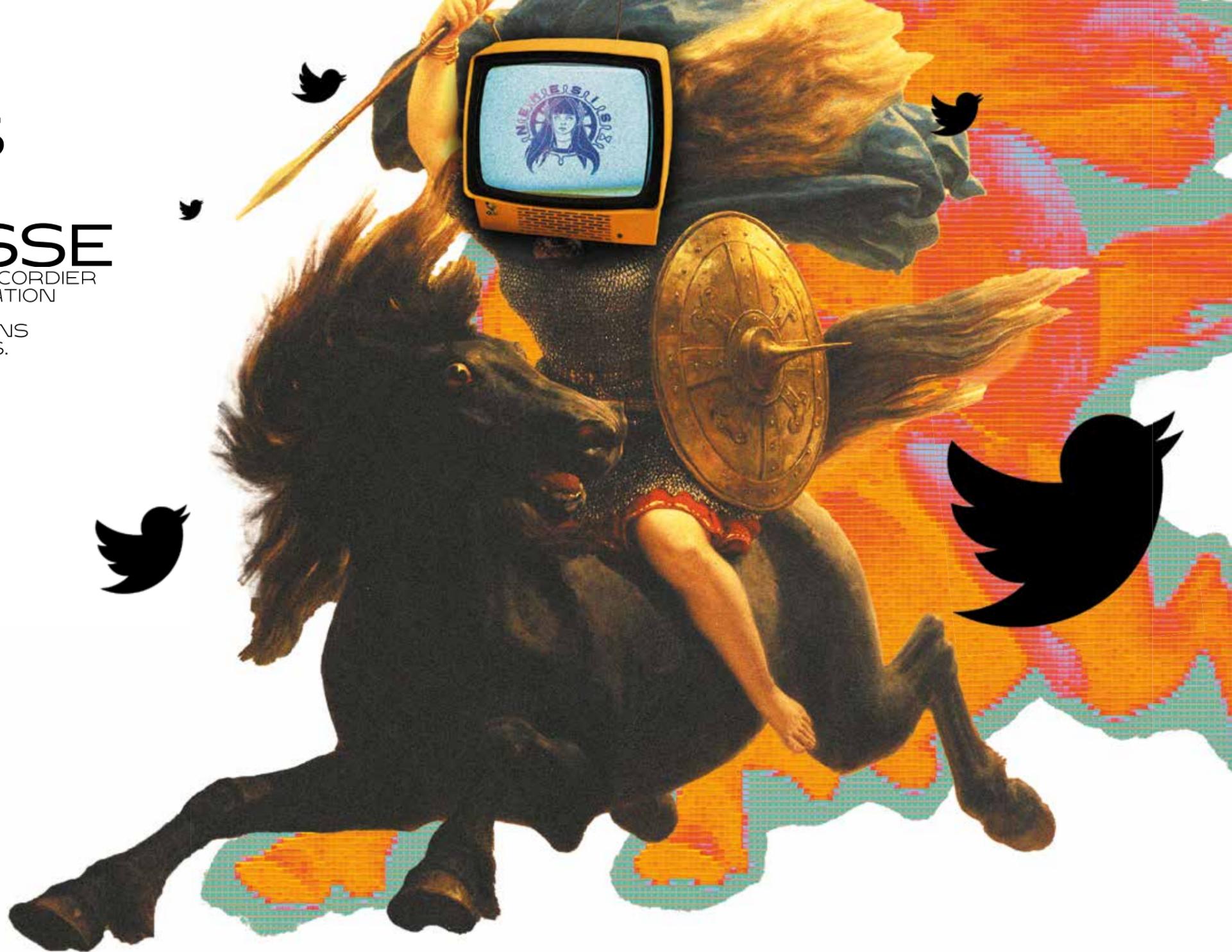
de l'équipe de campagne d'Éric Zemmour, Damien Rieu, qui a développé IslamIndex.info. Depuis avril 2021, ce site répertorie tous les « islamos quelquechose » dans une interface neutre qui se garderait bien d'afficher son pavillon. À la page dédiée à Valérie Pécresse, on peut lire une kyrielle de clichés et de déclarations remontant jusqu'à 2008, notamment sur le voile à l'université que la candidate LR n'a pas souhaité interdire. Mais aussi un listing complet des propos et paroles polémiques accrédités à Maître Gims, soutien public de la présidente d'Île-de-France. À noter que la page ne précise pas que, en tant que présidente de région, Valérie Pécresse a fait interdire

le voile dans certains espaces publics. D'ailleurs, lors de son meeting, elle a notamment déclaré : « Marianne n'est pas une femme voilée », dans une de ses nombreuses tentatives de réponses

aux accusations de complaisance venues du camp Zemmour.

Alice Cordier semble avoir fait des contradictions de la candidate son socle argumentaire, en symbiose avec la rhétorique zemmourienne et sa stratégie de faire suppurer l'épine dans le pied de Valérie Pécresse. Malgré les tentatives du mouvement de se faire passer pour transparent, le collectif Némésis, par sa rhétorique, ses combats et ses méthodes, ressemblerait à une énième émanation de l'extrême droite. Loin de la défense du droit des femmes ? ■

**NDLR : Cologne et Rotterdam ont été le théâtre de violences sexuelles perpétrées par des personnes d'origine étrangère en 2016.*



INTÉGRATION

NAGIB AZERGUI, POUR UN PARTI MUSULMAN

IL SAVAIT QUE SA CANDIDATURE À LA PRÉSIDENTIELLE AVAIT PEU DE CHANCES D'ABOUTIR. LA FAUTE À UN PROJET PLUTÔT FLOU? IL N'EMPÊCHE QUE CELUI QUI A FAIT DE LA LUTTE CONTRE L'ISLAMOPHOBIE SON CHEVAL DE BATAILLE PENSE DÉJÀ À L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

Texte : Heven Armede — Photo : Samir Maouche

COSTARD CINTRÉ, col roulé, mallette à la main, Nagib Azergui était le seul candidat à la présidentielle qui se réclamait d'un parti musulman. N'ayant obtenu que « trois ou quatre parrainages » sur les 500 signatures requises, il se concentre aujourd'hui sur les législatives.

Mais qui est le fondateur de l'Union des démocrates musulmans français (UDMF), un parti qui a pour credo « la lutte contre la xénophobie, l'émancipation et l'égalité », comme il est écrit dans son programme ? En 2012, lorsqu'il crée son parti, cet informaticien de 49 ans à la parole prolifique, originaire de Nanterre (Hauts-de-Seine), n'a aucune expérience politique. « Je ne savais même pas comment monter une liste », se souvient-il. Par contre, il est convaincu que « c'est aux musulmans français de s'organiser » pour traiter la question de l'islam.



Nagib Azergui, cet informaticien est président de son parti, l'UDMF, fondé en 2012.

Une progression plutôt faible

Aujourd'hui, l'UDMF comptabilise quelque 1 350 adhérents, contre 900 il y a cinq ans, soit une progression plutôt faible. D'après Nagib Azergui, le parti regroupe cependant « beaucoup de non-musulmans sensibles à la question de l'islamophobie. » Son but : « désislamiser », comme il le dit, le débat politique. Après avoir obtenu son DESS (niveau bac+5) à la fin des années 1990, il commence à s'intéresser à la façon

dont les musulmans sont perçus par la classe politique, et constate ce qu'il appelle « l'islamo-diversion des politiques, qui surfent sur la peur des musulmans pour éviter de répondre aux problèmes régaliens ».

Nagib Azergui n'a pas fait d'études islamiques. Il se défend d'être un « guide spirituel » et affirme s'adresser à tous les Français, avec des mesures sociales comme la taxation accrue de la richesse

et l'augmentation des salaires des professeurs. En 2014, cependant, le Seine-et-Marnais a rencontré Mohamed Latrèche, créateur du parti Musulmans de France (MDF) et accusé la même année d'apologie du djihad. Nagib Azergui assure que cette rencontre a eu lieu « dans le cadre d'une étude de marché » et qu'il ignorait que Mohamed Latrèche « avait des idées anti-IVG et antisémites ».

Préparer les législatives

Issu d'une famille nombreuse, Nagib Azergui est le fils d'un ouvrier et d'une mère au foyer. Ses parents lui ont appris à « rester discret » pour s'intégrer. Aujourd'hui, quand on le renvoie à ses origines, le quarantenaire s'étonne qu'on lui dise de « rentrer dans son pays », comme s'il n'était pas français. Une injonction qui entraîne de la souffrance, souligne-t-il : « Nos parents ne sont pas venus ici pour être taxés de terroristes mais pour combattre au côté de la France ».

Conscient qu'il avait peu de chances d'obtenir ses 500 parrainages, Nagib Azergui préfère voir le verre à moitié plein. Pour lui, il s'agit surtout de préparer le terrain des législatives, qui auront lieu les 12 et 19 juin prochains. Des élections qui permettraient potentiellement à son parti de siéger à l'Assemblée nationale. À ce jour, il revendique « plus de 100 candidats dans 100 circonscriptions ».

ENVIRONNEMENT

NON
AU PROJET FOLLIEN

RESEARCH ART

Rassemblement

SUR LA

IS FIN

1 FEVRIER 2022



LE 20 FÉVRIER 2022, les maires des Mathes, de Saint-Palais-sur-Mer, les représentants de la communauté de communes de l'île d'Oléron et Didier Quentin, député de Charente-Maritime, ont manifesté sur la plage de la Palmyre (Les Mathes), à l'initiative de Nemo (Non à l'éolien à Marennes Oléron). Créé en 2016, ce collectif se bat contre le projet d'implantation d'un parc de 50 à 80 éoliennes au large du département. Les élus protestaient contre l'absence de concertation avec l'État et le maître d'ouvrage, (RTE), lors d'un débat public organisé par la CNDP (Commission nationale du débat public) ces derniers mois. Le point d'orgue de ce dialogue de sourds a eu lieu lors du festival Énergies & Océan qui s'est tenu à La Rochelle les 18 et 19 février 2022. La question soumise lors des débats n'était pas pour ou contre un parc éolien au large de l'île d'Oléron. Elle portait sur sa puissance : 500 mégawatts ou 1 gigawatt ?

Les élus locaux exprimaient également leur déception sur la politique écologique du gouvernement et sur la place de l'environnement dans la campagne actuelle. Ils entendent bien continuer à manifester leur désaccord après la clôture du débat public et tout faire pour interpeller les candidats à la présidentielle. ■

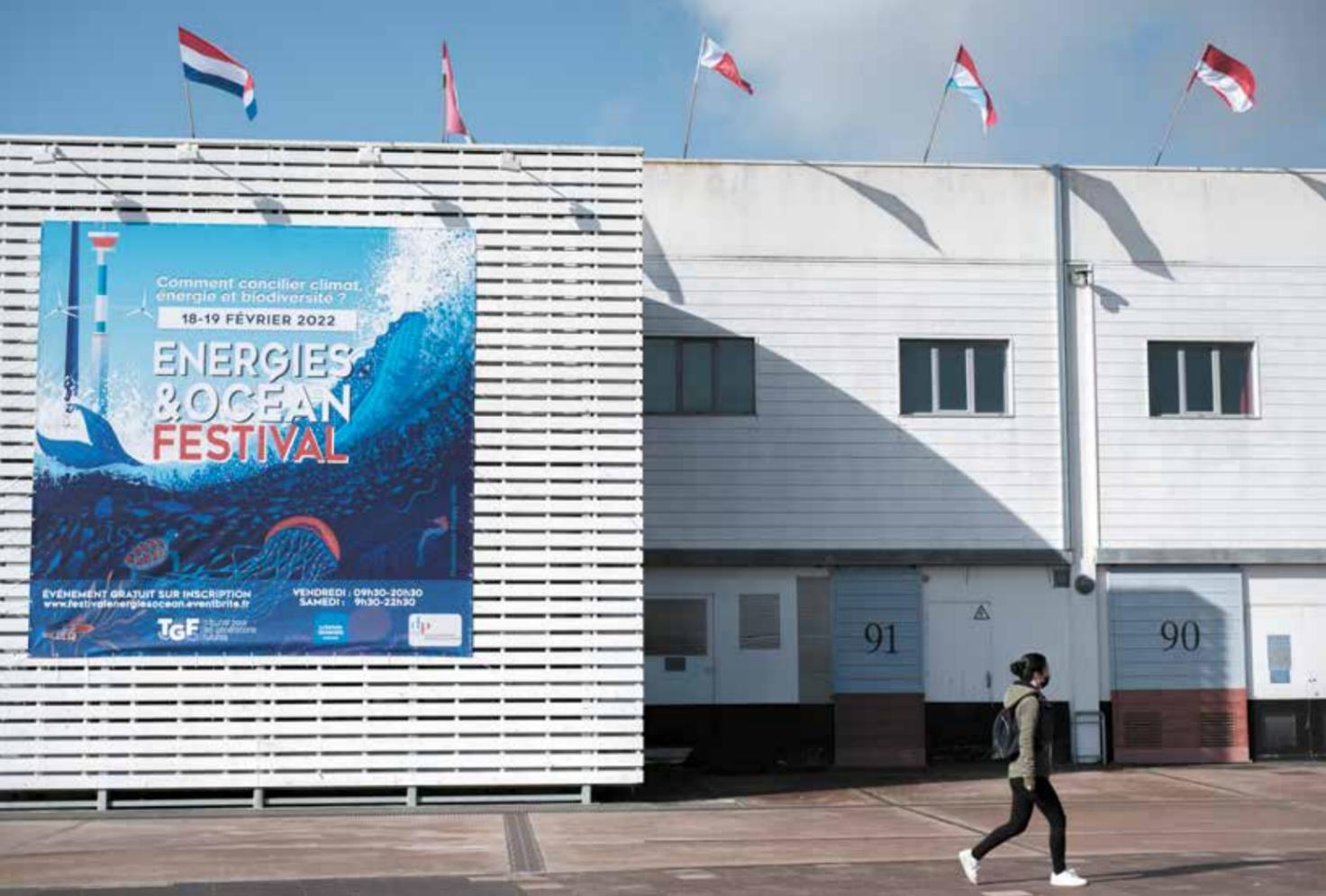
Texte et photos : Paul Delamare

Élus et citoyens tracent des «NON» dans le sable de la plage de la Palmyre pour manifester leur opposition au projet de parc d'éoliennes au large de leurs côtes.

ÉNERGIES RENOUVELABLES

VENT CONTRAIRE SUR LES ÉOLIENNES

LE PROJET D'IMPLANTATION D'UN PARC OFFSHORE AU LARGE DE L'ÎLE D'OLÉRON RAVIVE LE DÉBAT SUR LA POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE DU GOUVERNEMENT ET LA PLACE DE L'ÉCOLOGIE DANS LA CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE.



Le festival Énergies & Océan qui s'est tenu à la Rochelle les 18 et 19 février 2022 a cristallisé les désaccords entre les pro et anti projet.

La préservation des écosystèmes marins est l'une des raisons de l'opposition au projet.



QUARTIERS POPULAIRES AUX URNES, JEUNES CITOYENS! LE DÉFI POLITIQUE DE LAUREN LOLO

LES JEUNES DE BANLIEUE COMPTENT PARMIS LES POPULATIONS LES MOINS POLITISÉES. FACE À CE CONSTAT, LAUREN LOLO ET SON ASSOCIATION CITÉ DES CHANCES ESSAIENT DE LES CONVAINCRE DE S'EMPARER DE CES QUESTIONS. PORTRAIT D'UNE MILITANTE DONT LE FRANC-PARLER FAIT MOUCHE MÊME CHEZ LES POLITIQUES.

Texte : Rokia Dosso — **Photos :** Carlos Fernandez et Sydonie Ghayeb

« C'EST MA PREMIÈRE SUR TWITCH », confie Lauren Lolo, quelques minutes avant le début de l'émission *Vert l'infini et au-delà*, retransmise en live sur la chaîne du candidat écologiste à la présidentielle, Yannick Jadot. On avait cru, à tort, qu'elle était accoutumée de l'exercice, tant Twitch, service de vidéo en direct, est un pur produit de sa génération ultra-connectée. À en juger par ses 11 000 abonnés sur Twitter, l'image et les réseaux sociaux n'ont pas de secret pour elle. La jeune femme, sapée en vert fluo pour l'occasion, est, ce soir-là, l'invitée de Sandrine Rousseau, ex-candidate à la primaire écolo évincée de la campagne de Jadot début mars. À ses côtés, Camille Étienne, jeune activiste pour le climat dont l'intervention imperturbable face aux moqueries du Medef en 2020 avait fait beaucoup parler d'elle. Si l'ambiance est plutôt à la rigolade dans le studio au décor floral du QG de Jadot dans le 9^e arrondissement de Paris, le programme de l'émission l'est bien moins. L'heure est à « la justice, la radicalité et l'engagement », établit Sandrine Rousseau, la doyenne du trio. On parle de reconnaître ses privilèges, de mettre fin au capitalisme ou de faire la révolution « pour de vrai ».

« Et les partis politiques, qu'est-ce que ça vous inspire? Vous y croyez encore? », lance Sandrine Rousseau. Cette question, Lauren, 24 ans, se l'est souvent posée au début de son engagement citoyen. Désormais, sa réponse est sans appel. S'encarter dans un parti? Très peu pour elle. « Moi, j'ai une vision assez négative des partis. Ce ne sont pas des espaces conçus pour nous, les jeunes issus des quartiers populaires et de la banlieue. Je préfère faire de la politique dans

l'associatif. On est beaucoup plus connectés aux gens. » C'est cette honnêteté qui a séduit politiques comme acteurs associatifs, sans oublier les jeunes, son public cible.

Ne pas subir les décisions d'en haut
Depuis 2017, l'association Cité des chances, qu'elle a fondée à Fosses (95) avec son ami Brandy Boloko, parcourt les quartiers populaires d'Île-de-France à la rencontre des jeunes. L'objectif? Parler politique « sans paternalisme », insistent les fondateurs, et susciter l'engagement chez les jeunes, car le constat est sans appel : « Les jeunes de banlieue sont les moins politisés de France. On parle toujours de nous, mais on n'est jamais là », rappelle Lauren à une assemblée de foteux venus assister à une séance particulière un mardi soir de février, au Five, emblématique complexe sportif de Bobigny. C'est l'association Sport dans la ville qui les a sollicités afin de sensibiliser ses adhérents au vote à quelques semaines de l'élection présidentielle. « Si vous ne votez pas, vous allez subir les décisions qui

" JE PRÉFÈRE FAIRE DE LA POLITIQUE DANS L'ASSOCIATIF. ON EST PLUS CONNECTÉS AUX GENS "

Lauren Lolo militante, cofondatrice de la Cité des chances

se décident en haut », avertit la jeune femme. Brandy et Lauren ont imaginé le module « La cité a voté » où chaque jeune a droit à la parole sans risquer d'être jugé. Les doléances seront envoyées aux candidats grâce à un partenariat avec *Ouest-France*. « On considère que le débat est un des premiers facteurs de politisation. Ce format marche surtout chez les jeunes qui a priori ne s'intéressent pas à la politique », explique Lauren.

La plupart des jeunes présents dans la salle voteront pour la première fois cette année. « Que voudriez-vous changer si vous étiez président? », demande Lauren. Il ne faut que quelques minutes pour que les langues se délient. Tout y passe : augmenter le smic, baisser le prix du carburant, arrêter les contrôles au faciès, octroyer un revenu aux étudiants, mieux éclairer les rues menant au Five. Marie, 23 ans, nouvelle bénévole de l'association, observe le débat avec fierté : « Voilà ce que l'État aurait à gagner s'il écoutait les jeunes de banlieue. Ils ont tellement de choses à dire. » Cette étudiante en communication originaire des Lilas (93) a découvert l'association et ses actions grâce au compte de Lauren sur Twitter. La personnalité de la militante et la pertinence de ses tweets pince-sans-rire l'ont séduite. « Elle a une aisance et sait trouver les mots pour toucher les jeunes. » Un constat partagé par Sylvain Mourichon, responsable insertion pour l'association Sport dans la ville : « On a fait appel à Cité des chances car nos jeunes sont plus sensibles à une parole venant de gens qui leur ressemblent. Lauren pourrait être leur grande sœur. C'est tout de suite plus concret pour eux. »

Lauren se souvient bien du moment où sa conscience politique est née. Au commencement, il y a sa mère. Bien que ses parents ne l'aient jamais préparée « à s'occuper de la société », la jeune femme évoque les actions de *community organising* que sa maman, d'origine ivoirienne, avait entreprises du jour au lendemain. « Elle a organisé une manifestation devant la mairie avec plusieurs autres mères de famille afin que le trou devant mon école, qui se remplissait d'eau et empêchait le passage des poussettes lorsqu'il pleuvait, soit enfin recouvert », relate Lauren, les yeux brillants de gratitude. En seulement quelques jours de mobilisation, sa génitrice a obtenu gain de cause. « Ma mère, présidente ! », entonne-t-elle, à la manière d'un slogan de campagne.

Vient ensuite le handicap. En 2014, Lauren, née avec une double scoliose, doit se faire opérer. L'ado âgée de 16 ans se réveille avec un œdème à la moelle épinière, les jambes

paralysées. Un long travail de rééducation s'annonce. Elle ne peut se déplacer qu'en fauteuil roulant. « Ma vie a changé du tout au tout. Je suis restée paralysée pendant six mois au lieu de trois. » Premier choc : se déplacer en fauteuil est une galère au quotidien surtout lorsque l'on vit à Paris. « Je me suis rendu compte que rien n'était adapté. Tu ne peux aller presque nulle part, et c'est une sacrée charge mentale de devoir anticiper chacun de tes mouvements. Je suis Noire, je viens de banlieue, je suis une femme, et en plus handicapée. C'était la goutte d'eau qui faisait déborder le vase de l'oppression. » Pour ses besoins médicaux, la jeune femme est transférée dans un lycée proche de la clinique où elle est hospitalisée et passe de la banlieue au 16^e arrondissement. Deuxième choc. Culturel cette fois. Lauren prend conscience que la politique est aussi une question



Le 22 février dernier, Lauren Lolo (à droite) était reçue, avec Camille Étienne (au centre), au QG d'EELV pour une émission en direct sur l'engagement des jeunes.

Photographe
Sydonie Ghayeb

En haut
Lauren Lolo devant la mairie de Fosses (95) où elle est conseillère municipale à la transition écologique, l'environnement et à l'éco-citoyenneté

En bas
Des jeunes de Bobigny (93), lors d'un débat organisé par Cité des chances, l'association de Lauren Lolo

Photographe
Carlos Fernandez

de classe et qu'elle profite aux privilégiés. « Mes camarades de classe étaient au courant de l'actualité, pouvaient débattre de la politique. Moi, je ne savais pas grand-chose, et pourtant j'étais bonne élève. Je me demandais : mais pourquoi connaissent-ils tout ça et pas moi ? »

Ne rien lâcher, multiplier les actions

De retour à Fosses, elle décide de s'engager pour changer la donne. Elle se présente au conseil de la vie lycéenne : elle organise des événements autour de la culture, récolte des dons pour la recherche contre le sida, encourage ses camarades à s'engager dans la vie du lycée. Au début, son entourage ne comprend pas vraiment ses choix. « On me disait : tu te rajoutes du travail pour rien. » Mais elle ne lâche rien et multiplie les actions, tout en poursuivant

ses études en DUT techniques de commercialisation à Sceaux, puis à Nanterre pour étudier les sciences politiques. « Lauren a dû se battre pour tout, même pour les choses les plus basiques. Avec tout ce qu'elle a vécu, elle aurait pu abandonner un milliard de fois mais elle ne l'a jamais fait », estime Brandy, son camarade de toujours.

Lauren entame, en 2016, un service civique à la mairie de Fosses et s'engage activement dans la ville à la rencontre des habitants. Son travail paie, et elle se fait remarquer. Pierre Barros, maire de la ville apparenté PCF et candidat à sa propre succession, toque à sa porte pour les élections municipales de 2020. Elle pilotera la communication de sa campagne et glane au passage une place sur sa liste « divers gauche ». À l'issue des élections, Lauren devient la plus jeune élue de la ville.

« Couteau suisse de l'engagement », comme elle aime se décrire, elle mène une vie à cent à l'heure et s'en plaint sur Twitter. « Je hais le capitalisme. J'ai calculé mon temps de travail maximal. On est à 80 heures par semaine. Bien... », écrit-elle sur le réseau à l'oiseau bleu. On soupçonne néanmoins un certain plaisir à être sur tous les fronts, à batailler pour occuper l'espace et à porter la voix des jeunes de banlieue. La verra-t-on un jour dans les hautes sphères du gouvernement ? « Je vais là où le vent me mène tant que je ne trahis pas mes convictions », conclut Lauren, un sourire mystérieux aux lèvres. ■



ÉCOLOGISTES LES VERTS PEINENT À PRENDRE RACINE EN BANLIEUE

JUGÉ TROP ÉLITISTE ET BOBO, LE PARTI DE YANNICK JADOT SEMBLE DÉCONNECTÉ DES PRÉOCCUPATIONS DES JEUNES DES QUARTIERS POPULAIRES. CELA EN DÉPIT DES TENTATIVES DE RAPPROCHEMENT.

Texte : Meryll Suchet-Alexandre — Photos : Tudal Legrand

« LES PARTIS POLITIQUES, écolos compris, sont extrêmement violents pour les jeunes des quartiers populaires. Nos revendications sont totalement invisibilisées! » La voix est douce, mais le ton est ferme lors de ce *space* – un espace de conversation audio en direct – organisé sur Twitter dans le cadre de la campagne de Yannick Jadot, le candidat écologiste. La voix, c'est celle de Lauren Lolo (voir portrait page 33), cofondatrice de Cité des chances, une association qui promeut l'engagement citoyen auprès des jeunes de banlieue. C'est à l'invitation d'Anne-Claire Boux, élue Europe Écologie-Les Verts du 18^e arrondissement de Paris, et d'Éric Piolle, maire écologiste de Grenoble, qu'elle prend la parole ce 17 février, avec d'autres personnes issues des milieux défavorisés, autour

du thème « L'écologie : amie ou ennemie des quartiers populaires? ». L'occasion, pour EELV, de mettre en avant l'engagement de Yannick Jadot sur la question des inégalités sociales et de rappeler la lutte qu'il mène contre les discriminations.

Le parti du candidat écologiste a vite été chahuté, lors de ce *space* de la mi-février. Les intervenants, au rang desquels Lauren Lolo, le journaliste Taha Bouhafs, auteur de la vidéo qui a lancé l'affaire Benalla, et la militante Priscillia Ludosky, figure du mouvement des gilets jaunes, ont mis en doute les choix politiques du parti écologiste dans son rapport aux banlieues. Ils lui reprochent des positions peu claires, voire pas assumées, sur des sujets clivants comme le port du burkini à la piscine. Des reproches qui reflètent le

malaise des classes sociales les plus défavorisées face aux partis politiques traditionnels et remettent en question la campagne tout en retenue de Yannick Jadot, jugée trop lisse par certains. Estimé à 8 % des intentions de vote au sortir de la primaire écologiste, le candidat a vu sa cote descendre dans les sondages, pour se stabiliser à 5 %, en moyenne, à moins de deux mois du premier tour de l'élection. Se positionner de manière franche sur les questions sociales semble donc impératif s'il veut élargir son électorat.

Exister à gauche

Yannick Jadot peine à trouver sa place à gauche. Pris en tenaille entre les deux fortes personnalités que sont Sandrine Rousseau, cofinaliste de la primaire verte, et Jean-Luc Mélenchon,

candidat de La France insoumise rompu à l'exercice de la campagne présidentielle, l'écologiste ne cesse de perdre en popularité. Son choix d'une posture « présidentielle », vantant la responsabilité et le sérieux, l'a coupé d'une partie de sa base militante face à Sandrine Rousseau qui assume sa radicalité sur les questions des inégalités sociales et des minorités. Et, à l'extrême gauche, Jean-Luc Mélenchon est annoncé comme le candidat le plus crédible dans les banlieues par un sondage Ifop du 21 janvier, réalisé pour la revue Écran de veille. Pour exister à gauche, le candidat écologiste doit donc se reconnecter aux quartiers défavorisés. Et la tâche est ardue. Élu(e) écologiste au conseil municipal de Boulogne-Billancourt, Pauline Rapilly Ferniot constate quotidiennement la désaffection des banlieues pour les partis politiques : « Les jeunes les plus à la marge, pour qui la politique n'apporte rien, ne s'engagent nulle part. Ils ne sont plus du tout politisés. » Une affirmation particulièrement vraie pour EELV, selon l'enquête « Une jeunesse plurielle », de l'Institut Montaigne parue le 3 février : bien que nombreux à être préoccupés par l'environnement, les jeunes, en particulier ceux qui sont issus d'un milieu défavorisé, se sentent très éloignés de ce parti. « Pour les jeunes de quartiers, la politique écologiste est synonyme de gentrification, résume Mams Yaffa, élu EELV de Paris 18^e. Leur vision de l'écologie est négative car celle-ci leur paraît décorrélée des problèmes quotidiens qu'ils rencontrent. »

« Nourrir le projet présidentiel »

Chargée des quartiers populaires et de la lutte contre les inégalités dans l'équipe de campagne de Yannick Jadot, Anne-Claire Boux estime pourtant que le candidat porte de longue date l'idée que la justice climatique est indissociable de la justice sociale. Elle rappelle que les habitants des banlieues sont les premiers touchés par les aléas climatiques. « Les habitations y sont souvent vétustes ou mal isolées, la facture énergétique y est trop élevée. »

Pour corriger son image bobo, EELV organise des rencontres avec des associations qui œuvrent pour les banlieues, comme le collectif Les Fourmis, à Poitiers, ou l'association L'Apom Verte à Créteil. Des comités de campagne locaux proposent à Paris, Toulouse ou Valence, des « Cafés des possibles », où chacun est invité à faire des propositions pour « nourrir le projet présidentiel ». L'égalité et la laïcité sont au centre du programme : création d'un Haut Conseil de lutte contre les



Ci-dessus
Pauline Rapilly
Ferniot, élue EELV
au conseil municipal
de Boulogne-
Billancourt.

Page de gauche
Anne-Claire Boux,
élue EELV de Paris
18^e et membre de
l'équipe de campagne
de Yannick Jadot.

discriminations, combattre le contrôle au faciès et prise en charge de l'administration des cultes par le ministère de la Justice. Autant de mesures en faveur des minorités. Le parti offre également un soutien sans faille au collectif Les Hijabeuses, qui défend le droit des footballeuses de porter le voile lors des matchs officiels en France.

Ces initiatives semblent encore insuffisantes pour faire changer le regard que portent les habitants des quartiers populaires sur le candidat. Malgré une « vague verte », lors des

municipales de 2020, qui avait permis aux écologistes de décrocher plusieurs grandes villes comme Bordeaux, Lyon ou encore Strasbourg, les expériences menées pour nouer des liens avec ces « jeunes que personne ne va chercher » restent très locales, peu relayées, ou, comme l'estime Lauren Lolo, trop déconnectées des revendications et des combats portés par les minorités : « Énormément de personnes m'ont dit avoir quitté des partis de gauche, notamment les écolos, car les questions raciales, ou féministes, étaient soulevées mais pas entendues. C'est épuisant d'être racisé, pauvre, ou peu diplômé dans un parti politique. » Une réalité qui n'entame pas sa détermination. ■

DROITS DE LA FAUNE

LE CAMPUS ANIMALISTE ESPÈRE POLITISER SA CAUSE

ILS ONT ÉCHOUÉ À SE PRÉSENTER À L'ÉLECTION SUPRÊME, MAIS NE RENONCENT PAS POUR AUTANT À IMPOSER LEURS IDÉES DANS LE DÉBAT PUBLIC. AVEC LES LÉGISLATIVES EN LIGNE DE MIRE.

Texte : Samir Tazaïrt — Photos : Sydonie Ghayeb

LE 19 FÉVRIER DERNIER, HÉLÈNE THOUY, représentante de la cause animale qui espérait se présenter à la présidentielle, tenait un meeting à Avignon. L'occasion pour elle de mettre en avant le Campus animaliste, la « couveuse » du parti créée le 9 octobre 2021, et ses membres. Parmi eux, Alice Pjje, 16 ans, cofondatrice du Campus avec Simon Nordmann, 26 ans. Sur la scène de la salle polyvalente Félicien-Florent, Alice, bien droite dans ses baskets, micro dans une main et téléphone dans l'autre, ambitionne de réunir « les jeunes de toute la France à une phase de vie où les opinions se forment et les projets d'orientation naissent ». Simon s'attarde sur les perspectives du Campus, appelé à essaimer dans toutes les universités du pays et à se structurer jusqu'à se doter d'un « pôle revendications », afin de soulever les problématiques liées aux animaux.

Également activiste de L214

Depuis, la Girondine n'a recueilli qu'une centaine de parrainages d'élus, et n'a donc pas pu se présenter à l'élection suprême. Qu'importe, son Parti animaliste, qui avait recueilli 2,2 % aux élections européennes de 2019, se concentre désormais sur les législatives de juin prochain. Un peu plus de 200 candidats

représenteront le parti, dont plusieurs membres du Campus animaliste.

Valentine Labourdette, 22 ans, est la coprésidente du Campus animaliste. L'étudiante, en dernière année de droit de l'environnement à Paris-Sorbonne, est la suppléante de Muriel Fusi, candidate pour le 15^e arrondissement de Paris. Elle s'imagine elle aussi en avocate engagée politiquement et militant en faveur de la cause animale, tout comme son modèle, Hélène Thouy. L'ex-candidate est l'avocate de l'association L214, l'organisation de défense des animaux célèbre pour avoir diffusé plusieurs vidéos filmées dans des abattoirs.

Valentine est également activiste de L214. Sa vocation remonte à son plus jeune âge, lorsqu'elle se rend compte que les animaux sont capables de ressentir la souffrance comme le bien-être. Pour elle, les « animaux ont leurs propres intérêts et il faut les défendre. »

“CHANGER LES CHOSSES AU NIVEAU DE L'ÉTAT ET AU NIVEAU DU DROIT”

Valentine Bourdette, activiste L214

Le Campus animaliste a pour objectif de « fédérer les jeunes autour de la question animale et de sa politisation ». Valentine y côtoie 50 autres adhérents. Les réseaux sociaux sont leur outil de prédilection. C'est par ce biais que les Français ont pu savoir « comment sont traités les animaux, notamment grâce aux images de L214 », explique-t-elle. Leur viralité « nous permet d'impliquer les jeunes de toute la France », précise-t-elle. Mais maintenant, Valentine estime qu'il faut agir sur le terrain politique. Elle voudrait « changer les choses concrètement, au niveau de l'État et au niveau du droit ».

« Des propositions dans les domaines de l'élevage et de la chasse »

Mais comment arrive-t-on à faire de la protection animale un projet politique, voire un choix militant ? Alice, lycéenne en spécialité sciences humaines et politiques, a rejoint le Campus animaliste car elle souhaitait agir à l'égard des animaux. Plus jeune, elle a animé un blog de pâtisserie vegan. « L'impact n'était pas très conséquent. J'ai vu dans le Campus animaliste l'occasion de réaliser des projets plus importants, plus efficaces, avec des personnes partageant mes valeurs », déclare-t-elle.

Diplômé de Sciences Po, Simon a connu Alice pendant une marche

contre le spécisme* à Paris, en août 2021. Tout comme Valentine, il se présente aux législatives, comme candidat pour le 13^e arrondissement. S'il est élu, il fera en sorte de « rappeler à chaque projet de loi les liens des différents thèmes, économiques ou de santé, sur la condition des animaux », promet-il. Son but est d'établir « des propositions de loi et des amendements

dans les domaines de l'élevage, la chasse, les spectacles animaliers, l'expérimentation ».

En attendant d'atteindre cet objectif, le Campus animaliste investira le terrain avec des opérations de tractage et d'affichage au bénéfice de ses « poulains », engagés dans la course aux législatives de juin. Il s'agira de porter la lutte à un autre niveau : la création d'un ministère

de la Condition animale, la fin de l'élevage intensif et de l'utilisation des animaux dans les cirques, mais aussi la mise en place de parquets, spécialisés pour lutter contre les infractions commises envers les animaux. ■

* ndlr : Croyance qui considère que l'espèce humaine est supérieure à l'espèce animale.



Alice Pjje, cofondatrice du Campus animaliste, devant l'espace culturel Hasard Ludique à Paris, le 20 février.



Simon Nordmann, coprésident du Campus animaliste et candidat pour le PA aux législatives de juin.



Valentine Bourdette, coprésidente du Campus animaliste, le mouvement jeunesse du Parti animaliste (PA).



Le Campus animaliste et les jeunes écologistes d'Île-de-France réunis à Paris, le 20 février 2022, pour discuter de l'antispécisme.



À CINQUANTE JOURS de l'élection présidentielle, la dizaine de membres du comité de soutien La France insoumise de Coutances (Manche) multiplient les actions de terrain pour donner de la visibilité à leur programme : L'Avenir en commun. Et c'est bien du programme qu'il est question lors du tractage sur le marché d'Hauteville-sur-Mer. On passe en revue les problématiques du quotidien, sociales, économiques et environnementales, pour aller vers des thématiques nationales. Au quartier HLM du Pont-de-Souilles, les animateurs du comité de la Manche entament leur porte-à-porte. Les échanges sont chaleureux, constructifs, quelles que soient les convictions des interlocuteurs. Chacun évoque sa situation personnelle, ses difficultés, exprime parfois du désespoir à l'égard de la vie politique, mais aussi l'espoir d'un avenir plus radieux. Certains n'ont pas encore fait leur choix pour l'élection, d'autres savent qu'ils ne voteront pas. Il y a aussi des aficionados de Jean-Luc Mélenchon. Après les actions de tractage, les militants s'affairent au collage sur le bassin du Coutançais. Ils disposent les banderoles avec les slogans phares et l'effigie de leur candidat puis rappellent que l'on peut acquérir le livre du programme. La grande attente : la confirmation de la présence d'un élu national lors du rassemblement prévu le 18 mars 2022 à Saint-Lô. ■

Préparation du matériel de tractage et d'affichage sur le marché de Hauteville-sur-Mer

NORMANDIE

LES INSOUMIS DE LA MANCHE VOIENT L'AVENIR EN COMMUN

ENTRE TRACTAGE, COLLAGE D'AFFICHES ET DÉMARCHAGE AUPRÈS DES HABITANTS, LES MILITANTS DU COMITÉ DE JEAN-LUC MELENCHON NE CHÔMENT PAS DANS LE BASSIN DE COUTANCES.

Texte et photos : Cédric Angot



Lors de l'opération de porte-à-porte dans le quartier HLM du Pont-de-Souilles à Coutances, Graziella Giacone et Philippe Clément échangent avec une sexagénaire qui dit ne pas voter. Ils proposent de l'accompagner dans ses démarches car elle n'est pas inscrite sur les listes électorales, et ne sait pas comment faire.

Michel Juhel, co-animateur du comité de la Manche, lors d'une opération de collage d'affiches à Cêrences, commune du bassin de Coutances..



Opération de tractage dans la rue principale du centre-ville de Coutances. Sébastien Deschamps, membre du comité, échange avec un passant sur le programme de Jean-Luc Mélenchon...



SANTÉ

GUYANE

DES VACCINATEURS EN CAMPAGNE DANS LA FORÊT TROPICALE

GRÂCE À DES ÉQUIPES PROCHES DE LA POPULATION, LE MAILLAGE MÉDICAL CRÉÉ DANS LE DÉPARTEMENT PERMET D'AGIR VITE ET BIEN. IL A RÉVÉLÉ TOUTE SON EFFICACITÉ FACE À LA PANDÉMIE DE COVID-19, COUP DE PROJECTEUR SUR DES ACTEURS DE SANTÉ TOUT-TERRAIN.

Texte : Cécile Pirou — **Photos :** Damien Rietz



Ci-contre
Convaincue par les médiatrices de l'Équipe mobile de santé publique, une jeune femme reçoit sa première dose de vaccin au centre de santé de Régina, une ville au bord du fleuve Approuague.

«BOM DIA!» Roziane Barbosa, arrivée ce matin de Saint-Georges avec Cristina Beltan pour une mission de vaccination, interpelle en brésilien deux jeunes femmes qui passent devant le centre de santé de Régina. Elle veut les persuader de se faire vacciner contre le Covid-19 et prend leur numéro de téléphone. Cristina a peur qu'elles ne reviennent pas. Elle n'est pas non plus certaine qu'il y aura des doses pour elles, car le médecin n'apporte que celles qui ont été calculées selon le nombre de rendez-vous. Mais elle tente sa chance. Régina, ville de 1 000 habitants située entre Cayenne et Saint-Georges, au bord du fleuve Approuague, n'est accessible qu'après une heure de route en pleine forêt. Entre deux averses, les deux collègues collent des affiches de sensibilisation aux gestes barrières, rédigées en français, en créole et en brésilien. Vers 10 heures, une vingtaine de personnes attendent déjà pour recevoir leur deuxième ou troisième dose de vaccin.

S'adapter rapidement au contexte
Cristina Beltan et Roziane Barbosa sont médiatrices de l'Emspec, l'Équipe mobile de santé publique en commune, qui comprend aussi deux infirmières.

Page de droite
À l'hôpital de Cayenne, Céline Michaud exerce comme infectiologue référente pour les centres de prévention et de soins. Clinicienne, elle est très attachée à la prise en charge globale des patients et à la médiation.



Ces équipes ont été créées en 2019 sur l'ensemble de la Guyane ; celle qui s'est installée à Saint-Georges-de-l'Oyapock, à la frontière brésilienne, rayonne sur la partie est du département. Elle œuvre pour la promotion de la santé, la connaissance des populations et la mise en place de projets. Indispensables à la réalisation de ces missions, les médiateurs pratiquent le « aller vers ». Ils rencontrent les patients hors les murs pour apporter une réponse rapide à une situation de santé urgente. Cristina et Roziane souhaitent aussi convaincre une population qui n'est vaccinée contre le Covid-19 qu'à 44 % avec une dose, et à 39,6 % avec deux doses, le taux le plus bas de France.

À la pause déjeuner, Roziane raconte sa mission de la veille à Camopi, village amérindien sans accès terrestre. « Trois heures de pirogue non abritée, avec la pluie. » Le « aller vers » se fait parfois dans des conditions difficiles. Ces missions sont programmées mensuellement, à Camopi et à Trois-Sauts, en amont du fleuve, à Ouanary et à Trois-Palétuviers, en aval. Cette partie de la Guyane est composée de populations très différentes – les créoles, les Amérindiens, les Brésiliens, les métropolitains – avec leurs propres langues, coutumes et peurs. La compréhension de cette mosaïque de cultures par les médiateurs déjà actifs sur le terrain – tant ceux de l'Emspec que ceux des associations de Saint-Georges – a été d'une grande aide pour les services de santé qui ont pu s'appuyer dessus depuis le début de l'épidémie de Covid-19.

Avant d'intégrer les équipes mobiles de l'Emspec, Roziane a été médiatrice de l'association Développement accompagnement animation coopération (Daac) implantée à Saint-Georges. La Daac existe depuis 2010 et mène des actions sociales et sanitaires où œuvrent Edouarli, Mauricelia et Jonailde, qui ont participé aux campagnes de sensibilisation et de vaccination. Tout comme pour l'Emspec, la collaboration ancienne de la Daac avec les services de santé ainsi que sa connaissance de la population lui ont permis de s'adapter rapidement au contexte sanitaire de Saint-Georges. La situation frontalière de la première ville guyanaise, largement infectée par le Covid-19 dès avril 2020,



Par tous les temps, Cristina Beltan et Roziane Barbosa vont au devant des habitants dans l'est du département pour les inciter à se faire vacciner.

exige une logique de santé publique adaptée (*voir encadré*). Dès le départ, les acteurs de terrain ont été sollicités par l'Agence régionale de santé (ARS) pour diffuser des informations dans les différentes langues par divers moyens, y compris la diffusion de messages sonores depuis un véhicule et le porte-à-porte chez les habitants. Edouarli, Mauricelia et Jonailde ont accompagné les soignants pour les aider à repérer les personnes infectées. Elles ont aussi distribué des colis alimentaires pendant les six mois où la ville a été confinée de mars à septembre 2020.

« Rassurer sur la vaccination »

Conceição Barbosa habite Régina et travaille comme cuisinière dans une entreprise locale. Elle parle un peu le français, mais Cristina s'adresse à elle en brésilien. « C'est mon patron

qui a pris le rendez-vous, comme pour mes deux collègues qui arrivent », explique-t-elle. Elle vient pour sa deuxième dose. Christiane, dite Kryss, attend le médecin qui arrive de Cayenne ce matin avec les doses de vaccin. Elle a eu des effets secondaires après sa deuxième injection et a besoin d'être rassurée avant son rappel. « Je me suis fait vacciner pour pouvoir voyager », dit-elle. Dans cette région, la vaccination a eu du mal à prendre. Ceux qui l'acceptent le font souvent par obligation, à l'image de ces quatre jeunes internes du lycée professionnel de Régina qui viennent avec leur professeur. Ils partent au Portugal le mois prochain dans le cadre d'échanges Erasmus. Kryss repart avec sa troisième dose, rassurée par la docteur Michaud, infectiologue référente pour les Centres délocalisés de prévention et de soins

de Guyane. Celle-ci explique la réticence des Guyanais par le fait que « longtemps, l'offre de soins a été insuffisante ». Les scandales sanitaires, le recours à la pharmacopée traditionnelle et aux plantes n'ont pas aidé non plus. Les deux jeunes femmes interpellées plus tôt par Roziane sont revenues avec une amie. « Le "aller vers" a fonctionné », se réjouissent-elles. Bilan : 30 vaccins. « Après les 45 du mois dernier, c'est encourageant », ajoute Cristina. « Le pourcentage de décès depuis le début de l'épidémie n'a pas été plus élevé que dans l'Hexagone, malgré une population moins vaccinée, mais heureusement très jeune », conclut la médecin. Les médiatrices rentrent à la base sous la pluie. Mission accomplie. ■

À SAINT-GEORGES, LA LUTTE SANITAIRE NE CONNAÎT PAS DE FRONTIÈRES

À trois heures de route de Cayenne, à la frontière du Brésil, Saint-Georges-de-l'Oyapock est le centre névralgique de la région est de la Guyane. Reliée au reste du département seulement par avion jusqu'au premier tracé de la route en 1998, la population habite depuis toujours d'un côté ou de l'autre du fleuve, sans se préoccuper de savoir à quel pays appartient la rive. Les écoliers débarquent tous les matins des pirogues pour se rendre dans les écoles communales et le collège de Saint-Georges. On fait ses achats côté Brésil, à Oiapoque, à un quart d'heure de pirogue en amont, ville moins coûteuse et mieux achalandée. Dans cette région très pauvre du nord

du Brésil, isolée du reste du pays, les infrastructures manquent, particulièrement en matière de santé. Plusieurs projets de politique sanitaire existent entre les deux pays, notamment dans le cadre de la lutte contre le VIH et le paludisme. Un programme coopératif binational baptisé Oyapock coopération santé a été créé en 2017 pour la prévention, le dépistage et le traitement du VIH. Les patients brésiliens déjà traités à Saint-Georges ont pu continuer de recevoir leurs soins, malgré la fermeture de la frontière pendant vingt-deux mois à cause de la pandémie de Covid-19. Pour le médecin-chef du Centre délocalisé de prévention et de soins de Saint-Georges,

Jean-Yves Cattin, « le seul discours qui tienne en matière de santé est de traiter tout le bassin de population, sinon ça ne sert à rien ». Le vaccin contre le Covid-19 y est arrivé en janvier 2021, trois mois plus tôt qu'au Brésil. « Nous avons vacciné tous ceux qui se présentaient, sans chercher à connaître leur nationalité. Médicalement parlant, nous n'avons aucune raison de ne pas le faire et, en plus, nous avons assez de vaccins », ajoute le médecin. Les Guyanais, réticents à la vaccination, ont été affectés par le nombre de décès au Brésil. Quand la Guyane plafonne à 39,6 % de vaccinés à deux doses, Saint-Georges s'affiche en bon élève avec 50 %.



SOIGNANTS

LE MÉDECIN QUI VOULAIT SAUVER LE SYSTÈME

IL A LANCÉ SA CANDIDATURE À LA PRÉSIDENTIELLE POUR METTRE LA SANTÉ AU CŒUR DES DÉBATS DE LA CAMPAGNE. PLONGÉE DANS LE QUOTIDIEN DE CELUI QUI ÉCOUTE LES MAUX DES AUTRES.

Texte et photos : Marie-Charlotte Mery

CE 16 FÉVRIER À PÉRIGUEUX, Arnaud Chiche est en route pour un « café-santé-débat », le rituel instauré par son collectif pour échanger avec des soignants de la région et des élus. Santé en danger a été créé en juillet 2020 par Arnaud Chiche en réaction au Ségur de la santé qu'il juge ne pas être à la hauteur. Son groupe compte aujourd'hui 217 900 membres sur Facebook. Médecin anesthésiste-réanimateur, il a présenté sa candidature à l'élection présidentielle dans le but d'imposer le thème de la santé dans les débats de la campagne, mais n'a pas réuni les 500 parrainages. Son quotidien de médecin et d'activiste est bien rempli. Exerçant à la polyclinique d'Hénin-Beaumont, dans le département du

Pas-de-Calais, il effectue des gardes en SMUR ainsi qu'aux urgences du centre hospitalier de Tourcoing. Depuis le début de l'année, il milite avec son collectif pour un « Vrai Ségur de la santé », un projet de grande ampleur pour revoir dans son ensemble le système de santé des Français grâce à un système participatif. Au programme, des sessions quotidiennes sur les réseaux sociaux où la parole est donnée à des médecins et spécialistes sur des enjeux sensibles comme le handicap, la santé mentale, l'accès aux soins, les urgences... Son objectif : faire un bilan du système de soins ainsi que tout ce que la crise du covid a mis en lumière, proposer des solutions pour l'ensemble du corps médical, de l'hôpital

aux cliniques, en passant par les professions libérales, sur l'ensemble du territoire. Passée la présidentielle, le médecin héninois confie vouloir prendre un peu de distance avec le collectif, après deux années consacrées à ce dernier. Avec un rêve en tête, créer une ONG à portée internationale qui serait une prolongation de son association, un « lobby santé », comme il s'amuse à le dire, pour mieux interpeller les gouvernements sur ces sujets. Une esquisse de projet pour le moment qui confirme sa vocation de continuer l'action menée afin d'améliorer les conditions de travail des soignants, et par conséquent, la prise en charge des patients. ■



Arnaud Chiche anime un Facebook live, pour toujours rester en contact avec ceux qui le soutiennent.

Session de travail avec la metteuse en scène Daniela Labbé Cabrera pour les besoins de sa prochaine pièce intitulée Cœur poumon.

À la polyclinique d'Hénin-Beaumont, dans la région des Hauts-de-France, le 25 février 2022, Arnaud Chiche est sur le point de terminer ses consultations et attend sa dernière patiente. Par manque de personnel au secrétariat médical, la prise en charge des patients prend du retard.



PATRIOTES

LA VACCINATION NE PASSERA PAS PAR EUX

PARIS, 19 FÉVRIER. FLORIAN PHILIPPOT EMMÈNE UNE NOUVELLE MANIFESTATION CONTRE LE PASSE VACCINAL ET LE CONTRÔLE SANITAIRE. RENCONTRE AVEC TROIS ÉTUDIANTES VENUES SOUTENIR L'ANCIEN BRAS DROIT DE MARINE LE PEN.

Texte : Hayet Kéchit — Photos : Jean-Jacques Aimetti

SUR LE PONT MIRABEAU, dans le 15^e arrondissement de Paris, Emma, Camille et Aela, silhouettes juvéniles, drapeau français et cheveux au vent, détonnent parmi les manifestants fidèles à l'appel hebdomadaire de Florian Philippot contre le passe vaccinal. Ce samedi 19 février, le chef de file du mouvement Les Patriotes, qui a annoncé son retrait de la course à la présidentielle faute d'un nombre suffisant de parrainages, a de nouveau convié les anti-passe à se rassembler pour protester contre les « mesures liberticides » déployées par le gouvernement face au Covid-19.

Au milieu de la foule hétéroclite, des drapeaux tricolores, des croix de Lorraine et des slogans mêlant références à Zemmour et au général de Gaulle, les trois jeunes filles semblent dans leur élément. « C'est vrai que, pendant les manifs, les gens nous abordent souvent en mode : "Ah, c'est cool que vous soyez jeunes et que vous soyez là." C'est toujours comme ça que les conversations commencent », confirme Camille, 20 ans, étudiante en deuxième année d'Infocom à Nantes.

C'est à travers les réseaux sociaux Twitter et Instagram, mais aussi la messagerie sécurisée Telegram, que la relation entre les trois amies s'est nouée début janvier. « On avait envie de chercher de nouveaux contacts, avec

Venue de Rennes, Emma, anti-vax, participe à la manifestation parisienne contre le passe pour défendre son droit à la liberté de choix.



l'idée d'être plus à l'aise avec des personnes qui pensent la même chose que nous sur le Covid », raconte Aela, 23 ans, qui entame un service civique dans une association solidaire à Rennes, après des études en psychologie.

Une relation amicale devenue d'autant plus puissante qu'elle s'est nourrie d'un sentiment de double isolement – géographique et idéologique – créé par les confinements successifs et une fracture avec une grande partie de leur entourage. « J'en étais arrivée à ne plus pouvoir aborder la question du vaccin avec mes amis, qui étaient presque tous vaccinés », raconte Emma, 22 ans, elle aussi en service civique dans une école élémentaire à Rennes. « J'ai vu tous mes amis commencer à se faire vacciner pour sortir, prendre des verres. Je perdais mes points d'attache », raconte Camille. En septembre, elle a même fini par rompre avec son petit copain,

« vacciné dès la première heure », tant les discussions autour de ce sujet avaient envenimé leur relation.

Isolation et stigmatisation

« On a toutes été confrontées au jugement de gens qu'on considérait comme très proches. On m'a dit que j'étais inconsciente, que j'allais refiler le Covid à tout le monde. » Une fois, on m'a même dit : « J'espère pour toi que tu ne termineras pas en réa », ajoute Aela, pour qui la rencontre avec Camille et Emma a été comme une bulle d'oxygène.

Une rencontre qui doit moins au hasard qu'à l'intervention de jeunes de la mouvance anti-vax et anti-passe, agissant en sous-marin. Une étudiante de Bordeaux a ainsi créé pour chaque ville de France des groupes Instagram d'étudiants. L'objectif : permettre aux jeunes Français parmi les 5,5 millions de non-vaccinés

(selon les chiffres du ministère de la Santé) de rompre leur isolement, loin des regards stigmatisants dont ils s'estiment victimes.

Aela et Camille se sont connues dans le groupe Instagram de Rennes, ont découvert qu'elles habitaient à dix minutes l'une de l'autre et qu'elles étudiaient dans la même université. D'autres mouvements, comme le collectif Étudiants militants, libres et unis (Emlu) contre le passe sanitaire ou encore l'Assemblée de la jeunesse résistante (AJR), dont Emma s'est rapprochée, favorisent aussi ces espaces d'échange, à travers la création de fils Telegram et en relayant les appels à manifester.

« La politique ne m'a jamais inspirée »

Ces groupes ont en commun un mot d'ordre, défendre l'apolitisme. Un terme que les trois jeunes femmes reprennent volontiers à leur compte. Pour la première fois de leur existence, elles auront l'occasion de voter. Mais la perspective ne suscite guère leur enthousiasme. Aela reconnaît : « Je n'ai aucun parti de prédilection. La politique ne m'a jamais inspirée, et ce n'est pas faute d'avoir essayé. Mes parents en

"J'EN ÉTAIS ARRIVÉE À NE PLUS POUVOIR ABORDER LA QUESTION DU VACCIN AVEC MES AMIS QUI ÉTAIENT PRESQUE TOUS VACCINÉS"

Emma, en service civique

parlent beaucoup, mais ils ne votent pas non plus. »

Emma s'interroge : « Les partis politiques ? Ils n'ont aucune marge de manœuvre. Alors pour quoi faire ? » Leur scepticisme semble à l'unisson. « Les vraies décisions se prennent à l'international. Je ne soutiens personne. Je n'ai pas envie de m'attacher à un parti, c'est beaucoup plus sain. Avec le Covid, j'ai vu que la gauche était corrompue, que c'est celle qui voulait le plus vacciner. Du coup, j'ai commencé à m'ouvrir à des gens qui avaient des idées politiques qui ne ressemblent pas aux miennes », abonde Camille, qui se dit aujourd'hui

apolitique, après avoir essayé la gauche pro-Mélenchon et écolo.

De Florian Philippot, la jeune femme ne pense que du bien. L'ex-vice-président du Front national est, selon elle, « un homme courageux, au-delà des clivages politiques, qui prend des risques pour ses convictions, et dont les idées n'ont rien à voir avec l'extrême droite ». Aela et Emma, comme Camille, auraient bien voté pour lui s'il avait maintenu sa candidature, car c'est le seul « à s'être bougé pour nous défendre ». À présent, elles ne savent plus à qui elles accorderont leur vote.

Une chose reste sûre : le critère déterminant sera la posture des candidats face à l'obligation vaccinale. Une référence devenue centrale dans leur vie, qui les guide dans leurs projets et jusque dans le choix de leurs amis. En septembre, Camille part en séjour universitaire Erasmus. Sa destination ? La Roumanie, « parce que là-bas, le Covid et les vaccins, les gens s'en fichent ». ■

Le cortège de Florian Philippot est parti de la place de Barcelone dans le 16^e arrondissement, pour se disperser place Pierre-Laroque, dans le 7^e.





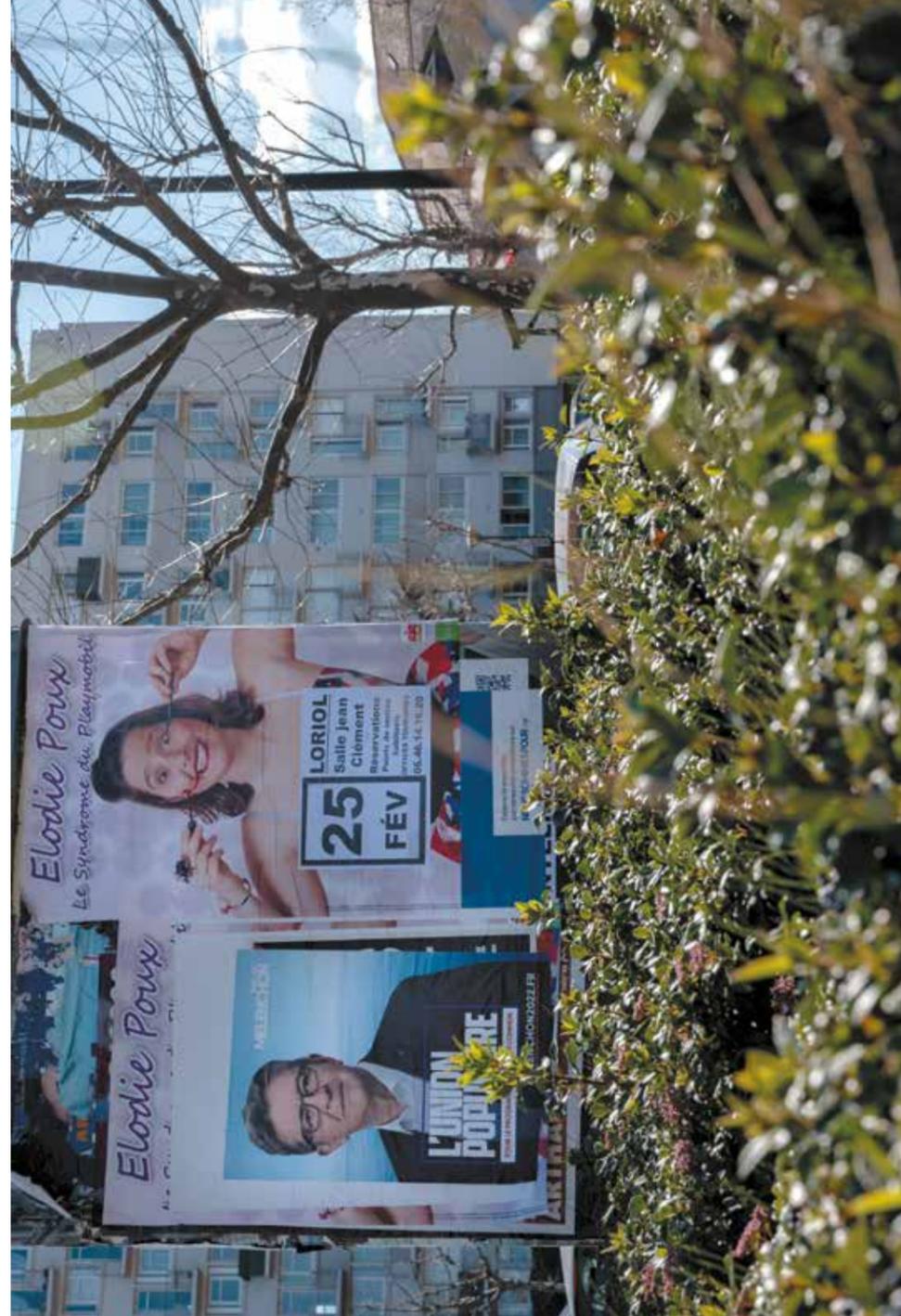
COULISSSES

INFORMATION CITOYENNE

AFFICHES EN CAMPAGNE

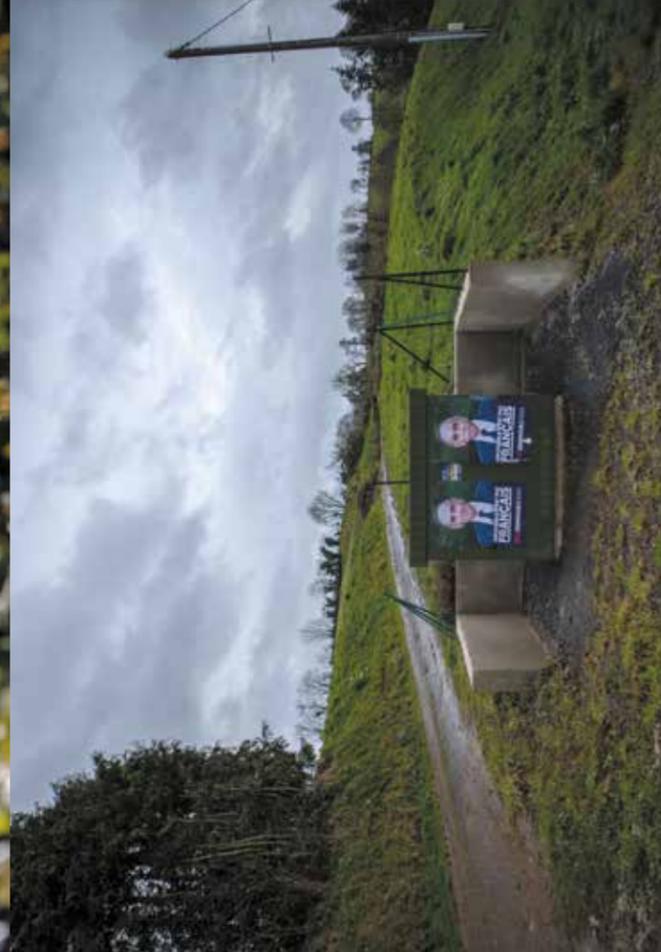
QUAND LES ESPACES DÉVOLUS À L’AFFICHAGE CITOYEN VIENNENT À MANQUER, LES MILITANTS S’EMPRENT À LEUR MANIÈRE DU MOBILIER URBAIN ET CONTRIBUENT À FAÇONNER LE VISAGE DE LEUR COMMUNE POUR LE VISITEUR.

Texte et photos : Anais Laforêt et Cédric Angot



À L’APPROCHE DE L’ÉLECTION présidentielle, les communes ont le devoir de mettre à disposition des panneaux réservés à l’information citoyenne. Malgré cette obligation, les supports ne sont pas encore installés partout. En attendant, les comités de soutien utilisent parfois l’espace public, voire des équipements privés, pour des collages. Tour d’horizon dans les départements de la Manche et de la Drôme. ■

Affiche de Jean-Luc Mélenchon au milieu des bosquets sur le parking du village de Savasse, dans la Drôme.
En 2017, les Savassons ont accordé 11,2 % de leurs suffrages à La France insoumise. Au second tour, ils ont élu Emmanuel Macron à 50,88 %, contre 49,12 % pour Marine Le Pen.



Affiches du candidat Éric Zemmour sur un transformateur électrique au lieu-dit La Bretonnière, sur la commune de Villebaudon, dans la Manche.
Au premier tour de la présidentielle de 2017, les Villebaudonnais ont donné leur préférence à François Fillon, à hauteur de 31,48 %. Emmanuel Macron a remporté le second tour avec 56,82 % des voix.



Affiches du candidat Yannick Jadot sur un panneau en bois, le long de l'accès à l'église de Hyenville et de son cimetière. Les contre-collages circulaires blancs sont fréquents dans le centre-Manche.
Ce recouvrement mystérieux existe depuis plus de dix ans. Son ou ses auteurs et sa signification restent inconnus.
En 2017, Emmanuel Macron est arrivé en tête de scrutin chez les Hyenvillais au premier comme au second tour, avec respectivement 25,07 % et 63,13 %.



Affiche de Marine Le Pen sur un centre de contrôle électrique à la sortie du village de Lorioi-sur-Drôme.
La présidente du Rassemblement national a caracolé en tête des votes des Loriois au premier tour de 2017 avec 31,37 % des voix. C'est pourtant Emmanuel Macron qui a pris la majorité au second tour avec un score de 55,18 %.

55

LISTES ÉLECTORALES

DE MAL INSCRIT À
ABSTENTIONNISTE,
IL N'Y A QU'UN PAS

À L'APPROCHE DE LA PRÉSIDENTIELLE, LA CAMPAGNE TOUS INSCRITS, PORTÉE PAR LES MEMBRES DE L'ASSOCIATION TOUS ÉLUS, VEUT INFORMER SUR LA MAL-INSCRIPTION ÉLECTORALE. L'ÉQUIPE INCITE LES PERSONNES CONCERNÉES À FAIRE LES DÉMARCHES NÉCESSAIRES POUR EXERCER LEUR DROIT DE VOTE.

Texte : Jacopo Landi — Photo : Maria Perianez

« EST-CE QUE VOUS SAVEZ ce que vous allez faire le 10 avril ? » Petite et débordante d'énergie, armée de flyers roses en ce jour de Saint-Valentin, Amélie aborde les passants sur la place de la Sorbonne à Paris. Elle fait partie de l'association Tous élus, créée en 2018 pour rapprocher les jeunes de la politique. L'opération Tous inscrits a été lancée le 1^{er} février 2022 en vue de la présidentielle et des législatives pour lutter contre la mal-inscription sur les listes électorales et pour simplifier les démarches de réinscription.

Sont concernés ceux qui sont inscrits sur une liste qui n'est pas celle de la commune où ils habitent. Les professeurs de science politique Céline Braconnier et Jean-Yves Dormagen ont identifié la mal-inscription comme un des facteurs qui contribuent à l'abstention. En France, l'inscription sur les listes n'est pas automatique à la suite d'un changement d'adresse, elle repose sur l'initiative du citoyen. Les chercheurs estiment qu'il y avait 7,6 millions de mal-inscrits en 2017.

Plusieurs étudiants rencontrés devant la Sorbonne sont dans cette situation. « Je ne me rappelais pas l'échéance du 2 mars, je m'en serais rendu compte trop tard », avoue Florian, 22 ans, à Paris pour ses études d'histoire. La date limite d'inscription en ligne sur les listes électorales pour la présidentielle est le 2 mars. Les retardataires peuvent également s'inscrire en mairie jusqu'au 4 mars. « J'avais prévu de m'inscrire, mais les démarches sont pesantes. Ça serait bien de les simplifier parce que ça prend énormément de temps », raconte Joachim, en master de droit, sûr d'aller voter mais mal inscrit suite à un changement de domicile.

Amélie est l'une des salariées de l'association Tous élus, financée principalement par la philanthropie d'un milliardaire américain. Des bénévoles complètent l'équipe, répartie dans plusieurs villes de France.



Les tracts distribués par Amélie portent un QR code. Il mène à la plateforme Tousinscrits.fr, où l'on peut prendre rendez-vous pour se faire aider dans la procédure de réinscription. La mal-inscription concerne surtout des étudiants et des jeunes actifs – souvent amenés à déménager –, ou des populations défavorisées. Selon l'association, si les requêtes s'avèrent nombreuses, cela prouvera qu'il y a une vraie demande de simplification des démarches. « On ne sait pas encore quelle forme cela va prendre, mais on veut porter ce message », explique Amélie.

Plus de 500 personnes accompagnées
Le rapport d'une mission d'information de l'Assemblée nationale sur les raisons de l'abstention, publié en décembre 2021, reconnaît le problème de la réinscription volontaire. « Ces dispositions pouvaient convenir à des époques où la mobilité géographique à l'intérieur du territoire

était faible », peut-on y lire. Il y est proposé de rendre automatique la réinscription en cas de déménagement. À ce jour, aucune initiative parlementaire n'a abouti à modifier le système. De chez elle, Amélie, salariée de l'association, poursuit son engagement en animant des sessions d'accompagnement sur Zoom. « Depuis le début de la campagne, nous avons accompagné environ 500 personnes en visio. Sur notre site, il y a des guides pour les plus autonomes. » La ministre déléguée chargée de la citoyenneté, Marlène Schiappa, a annoncé le 15 février le lancement du site Elections.interieur.gouv.fr. On peut y vérifier son inscription et corriger sa situation électorale. Le même jour, le Premier ministre Jean Castex a indiqué qu'une campagne d'incitation au vote allait démarrer le 25 février. « Cela nous a fait rire », réagit Amélie. « Les élections c'est tous les cinq ans, ils avaient le temps de se préparer. » ■

INTERVIEW
« CETTE CAMPAGNE
EST PEU
MOBILISATRICE »

TREIZE MILLIONS DE FRANÇAIS SONT MAL INSCRITS OU NON INSCRITS SUR LES LISTES ÉLECTORALES. JEAN-YVES DORMAGEN, PROFESSEUR DE SCIENCE POLITIQUE, EXPLIQUE LES CAUSES ET LES CONSÉQUENCES DE CET ABSTENTIONNISTE.

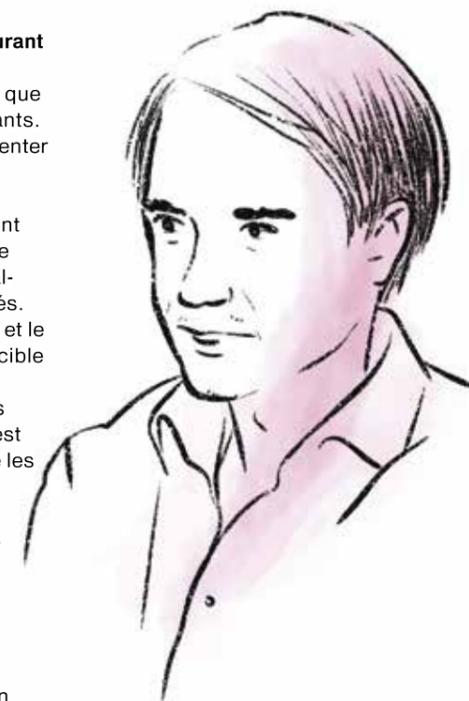
Propos recueillis par : Jacopo Landi
Infographie : Chloé Pestel
Illustration : Kagnary Pes

Médiallibre : Peut-on dire que l'abstention profite à un certain courant politique ?

Jean-Yves Dormagen : Je considère que les élus ne s'intéressent qu'aux votants. Les candidats qui pourraient représenter les intérêts de la population qui ne participe pas aux élections sont pénalisés. Les partis défavorisés sont ceux dont les électeurs potentiels ne figurent pas sur les listes, sont « mal-inscrits » ou sont les moins mobilisés. Cela concerne La France insoumise et le Rassemblement national, avec une cible plus jeune et issue des classes populaires. L'abstention favorise les groupes politiques dont l'électorat est soit plus âgé, soit plus aisé, comme les Républicains, la République en Marche et, je pense aussi, Reconquête ! même si nous n'avons pas beaucoup de recul sur ce dernier.

Quelles solutions pourrait-on envisager ?

Rendre plus simple l'acte de voter en supprimant l'étape d'inscription. Il faudrait aussi faciliter la production des votes avec, par exemple, le vote en ligne, qui existe déjà en Estonie, ou en



simplifiant la procuration. On parle parfois de ces mesures quand deux tiers des inscrits ne participent pas aux élections régionales. À mon sens, il n'y a pas de volonté politique de supprimer ces obstacles.

Que pensez-vous des récentes annonces du gouvernement sur la campagne d'incitation au vote, ou sur le site mis en place pour vérifier son inscription ?

C'est mieux que rien mais ça ne suffit pas. Tant mieux si les faits me font mentir, mais je ne m'attends pas à voir une bonne campagne d'inscription sur les listes électorales. Ça ne m'étonnerait pas qu'il y ait un peu plus de « mal inscriptions » en 2022 qu'en 2017.

Pourquoi ?

Cette campagne est particulièrement peu mobilisatrice. Je pense que beaucoup d'électeurs ont intériorisé, à tort ou à raison, qu'Emmanuel Macron serait réélu. Ça rend donc l'élection peu intéressante. ■

ÊTRE MAL INSCRIT AUGMENTE DE 2,5 FOIS
LE RISQUE DE NE PAS PARTICIPER AUX ÉLECTIONS.

11 % DES
BIEN INSCRITS

28 % DES
MAL INSCRITS

26%
DES FRANÇAIS
ÉTAIENT SOIT
NON INSCRITS
SOIT MAL INSCRITS

5 242 000
NON INSCRITS

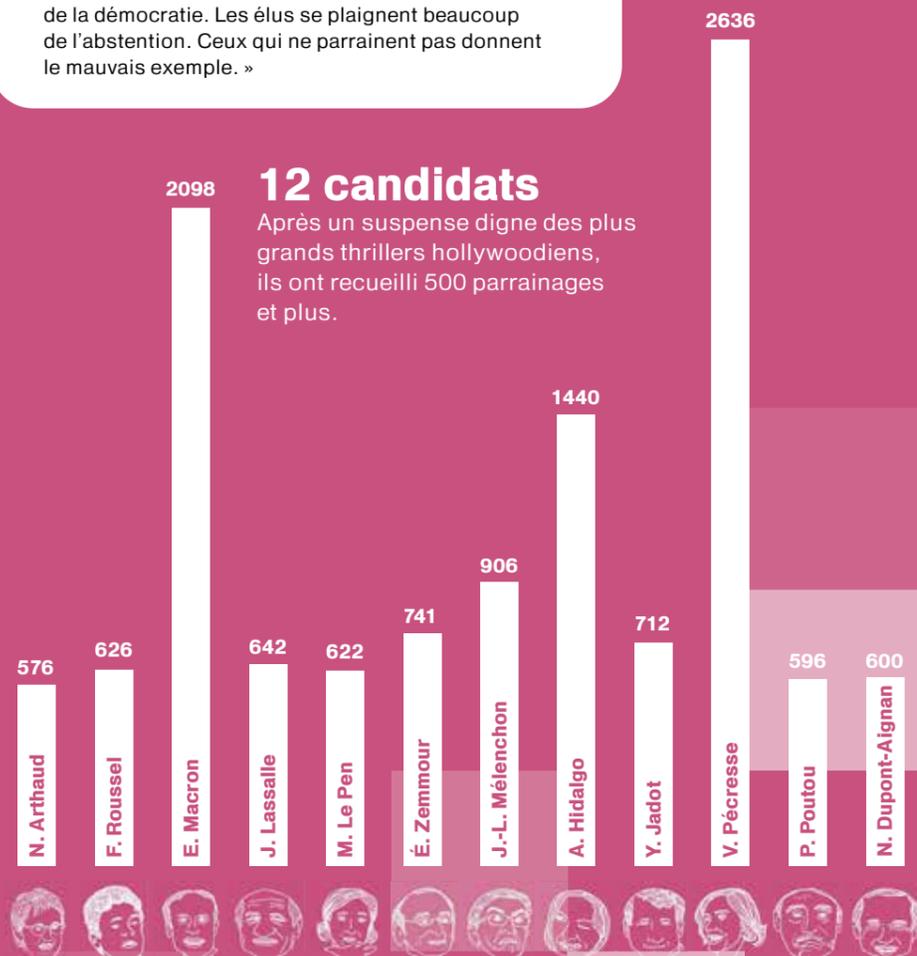
44 M INSCRITS
SUR LES
LISTES

7 607 000
MAL INSCRITS

INVESTITURES PARRAINE-MOI... SI TU PEUX !

PREMIER OBSTACLE À FRANCHIR POUR LES CANDIDATS DANS LA COURSE À L'ÉLECTION : RÉUNIR 500 PARRAINAGES OU PRÉSENTATIONS POUR LES BILINGUES EN JARGON OFFICIEL. RADIOGRAPHIE D'UN SYSTÈME INSTITUÉ EN 1958, PARFOIS CONTESTÉ MAIS TOUJOURS VIVANT.

Texte : Laure Étienne et Paule Maurette — Infographie : Denis Chartier



12 candidats

Après un suspense digne des plus grands thrillers hollywoodiens, ils ont recueilli 500 parrainages et plus.

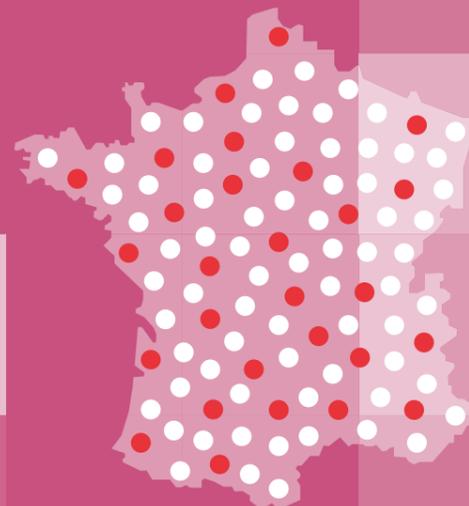
Christine Monlezun – Fréchéndets, Hautes-Pyrénées – **35 habitants**
 « Je ne souhaitais pas parrainer car je trouve ce système incompatible avec les principes de la démocratie directe de la commune. Mais notre assemblée délibérante a voulu me laisser cette prérogative. Même s'il n'était pas mon premier choix, j'ai finalement accordé mon parrainage à Jean-Luc Mélenchon, en difficulté pour réunir les 500 signatures. »

Gwenola Le Troadec – Penmarc'h, Finistère – **5 149 habitants**
 « J'ai été élue sur une liste avec des conseillers de différents bords. Nous avons décidé de ne pas parrainer. Tous les prétendants nous ont sollicités. À mon avis, certains candidats ont entretenu un faux suspense. La publication des signatures ne me choque pas, j'estime que parrainer, c'est soutenir. »

Patrick Muratorio – Meyrial, Aude – **30 habitants**
 « J'ai parrainé un candidat sans être certain de voter pour lui, mais j'estime important de jouer la règle de la démocratie. Les élus se plaignent beaucoup de l'abstention. Ceux qui ne parrainent pas donnent le mauvais exemple. »

42 433

Les parrains sont maires, conseillers d'arrondissement, députés, sénateurs, titulaires de mandats régionaux ultra-marins ou européens. Pour corser le jeu, les 500 parrainages doivent provenir de **30 départements ou territoires différents**, chacun d'eux ne pouvant proposer plus de 50 signatures.



LA COURSE AUX PARRAINAGES

65 PARTANTS



12 ARRIVÉS



3 ABANDONS



1 = 1 Quels que soient son nombre de mandats et la taille de sa commune, le parrain ne peut remplir qu'un seul formulaire. Pas question de l'envoyer par mail ou pigeon voyageur au Conseil constitutionnel, la voie royale est uniquement postale. Les législateurs se sont aussi prémunis contre les filous potentiels : le parrainage ne peut ni être mis aux enchères, ni attribué par tirage au sort.

Anne Pelletier Le Barbier – Bièvres, Essonne – **4 800 habitants**
 « J'ai pensé participer à la banque de parrainages proposée par François Bayrou (ndlr : attribution de signatures aux candidats en mal de paraphe ayant 10 % d'intentions de vote dans les sondages), mais cela impliquait de choisir entre Le Pen ou Zemmour. Impossible pour moi sous peine de mettre en péril l'équilibre de mon équipe municipale et de ma commune. »

Bruno Charmet – Annoux, Yonne – **85 habitants**
 « Je ne parraine pas. J'assume. On nous demande de parrainer utile, mais on a beau dire, c'est assimilé à un soutien. Avant, la publication des parrainages au Conseil constitutionnel n'avait pas la portée d'aujourd'hui sur Internet. Si certains s'agacent de la difficulté à recueillir des signatures, il fallait corriger le tir plus tôt. »

C'est la **proportion moyenne d'élus** qui ont donné leur parrainage sur les vingt dernières années.



LES RAISONS DE L'INVALIDATION D'UN FORMULAIRE EN 2017, OU LE FESTIVAL DE L'ÉTOURDERIE

- Mauvaise identification du parrain 102 cas
- Utilisation d'enveloppe non réglementaire 68 cas
- Oubli ou illisibilité du nom du candidat 80 cas
- Utilisation d'un autre support que le formulaire dédié 30 cas

NUMÉRIQUE

LES POLITIQUES VEULENT EN FINIR AVEC LA DÉPENDANCE AUX GAFAM

LES CANDIDATS AFFICHENT UNE VOLONTÉ DE SOUVERAINETÉ NATIONALE SUR INTERNET. SELON LA COULEUR POLITIQUE, LA SÉCURITÉ DES FRANÇAIS FACE AU FICHAGE INTEMPESTIF ET AU SIPHONNAGE DES DONNÉES PERSONNELLES, PEU ASSURÉE JUSQU'ICI, SERAIT CONFIEE SOIT À L'ÉTAT SOIT AU SECTEUR PRIVÉ.

Texte : Aurélien Delamour — Illustration : Nicolas Patte

SI L'INDÉPENDANCE VIS-À-VIS des géants nord-américains du numérique semble un objectif commun à tous les candidats à l'élection présidentielle, plusieurs sites de campagne sont hébergés par une société californienne, comme ceux de Fabien Roussel, Anne Hidalgo, Éric Zemmour et Yannick Jadot.

Cette dépendance se retrouve dans tout le numérique national. Selon Médiamétrie, plus de 60 % des adresses françaises étaient fournies par des sociétés nord-américaines

en 2019. La moitié des internautes de France utilisent le navigateur états-unien Chrome. En dehors de Vivendi, contrôlé par le groupe Bolloré, ce sont des Américains – Google, Facebook, Amazon et Microsoft – qui possèdent les cinq sites les plus consultés et collectent quantité de données de connexion des Français. Tous les politiques font des propositions pour permettre à la France de retrouver une indépendance numérique, mais les solutions envisagées diffèrent.

La gauche, opposée à la surveillance et au fichage généralisés, entend abroger la loi du 25 mai 2021 pour une sécurité globale, marqueur du mandat d'Emmanuel Macron. Elle souhaite que l'État reprenne la main sur le secteur numérique. Ses candidats promeuvent également les logiciels libres. Leurs solutions sont protectionnistes et protectrices des droits des usagers : planification numérique et neutralité du net chez Jean-Luc Mélenchon, nationalisation du secteur des télécommunications pour Philippe Poutou, contrôle des algorithmes et des plates-formes au niveau européen pour Yannick Jadot.

« Renforcement de la préférence européenne »

À droite, on mise sur les investissements privés et le renforcement de la cybersécurité. Valérie Pécresse veut un cloud européen souverain, le « renforcement de la préférence européenne dans la commande publique » et le contrôle des investissements étrangers, notamment ceux des Gafam dans les start-up françaises. Éric Zemmour souhaite défiscaliser les investissements français

dans le secteur et « faire émerger des solutions françaises dans le cloud et la cybersécurité ».

Quant à Emmanuel Macron, qui n'a pas encore présenté de programme, il a « un bilan répressif marqué par les gilets jaunes, les affaires Chouviat, Zecler, qu'on a tendance à vite oublier », rappellent Pierre Januel et Anne-Sophie Simpère, les auteurs de Comment l'État s'attaque à nos libertés (Plon, 2022). « Ça n'est pas spécifique au quinquennat Macron, il y a une montée des atteintes aux libertés publiques depuis le second mandat de Jacques Chirac, une inflation législative en termes de lois sécuritaires. La fin des fiches de renseignement en carton et l'arrivée des fichiers numériques rendent ces fichiers extensibles à l'infini », ajoutent-ils. Ancien porte-parole du ministère de la Justice, Pierre Januel pointe le « peu de députés à avoir une pensée sur le sujet. Dans la majorité, l'Éric Bothorel ou l'Philippe Latombe sont de rares exceptions ». Pourtant, la question sensible du fichage numérique préoccupe la France depuis les années 1970. Celle-ci s'était dotée dès janvier 1978 – bien avant les États-Unis – d'une législation protectrice sur le fichage informatique, et d'un opérateur, la Commission nationale de l'informatique et des libertés (Cnil), chargé de la faire respecter. Mais en 2022, la Cnil n'emploie que 200 personnes pour traiter une quantité de plaintes en hausse de 62 % depuis 2015. Pour faire face à cette augmentation, la commission a lancé un appel d'offres afin d'externaliser vers des prestataires privés des centaines d'opérations de traitement de saisines émanant de particuliers et ne mettant pas en cause l'État. ■

PARIS

LA MAIRIE DU 13^E SUR LE PONT POUR PRÉPARER L'ÉLECTION

DEPUIS PLUSIEURS MOIS, LES FONCTIONNAIRES MUNICIPAUX TRAVAILLENT EN COULISSE À TOUT METTRE EN PLACE POUR GARANTIR LE BON FONCTIONNEMENT DES BUREAUX DE VOTE, DE L'INSCRIPTION SUR LES LISTES ÉLECTORALES AUX PROCURATIONS. UN MARATHON QUI S'ACHÈVERA LE SOIR DU SECOND TOUR.

Texte : Aïssatou Faty — Photo : Antoni Lallican



Jonathan Pommier, 24 ans, vacataire au service des élections à la mairie du 13^e arr. de Paris. Ses collègues et lui gèrent environ 100 dossiers d'inscription sur les listes électorales par jour.

constate l'employé de 24 ans. La masse de travail se fait surtout ressentir les lundis. Un ventilateur gris est prêt à entrer en action en cas d'affluence. Comme dans la plupart des

À L'HEURE OÙ LES AFFICHES des candidats à l'élection présidentielle se dévoilent dans les rues, où les débats médiatiques font rage, où les actions de tractage et les meetings rythment les semaines, une autre campagne se joue en coulisse, et elle n'est pas des moindres : c'est la préparation de l'élection présidentielle dans les mairies.

Au premier étage de la mairie du 13^e arrondissement de Paris, les agents du service des affaires générales, des élections et du recensement traitent les dossiers d'inscription sur les listes électorales déposés par les habitants. Derrière des Plexiglas d'un mètre de hauteur, quatre agents reçoivent et traitent les demandes au guichet. Au même moment, d'autres agents s'occupent des demandes en ligne, en vérifiant les pièces fournies.

Jonathan Pommier, un vacataire venu en renfort, indique qu'avec ses collègues ils gèrent environ 100 dossiers par jour. « Plus on approche de la date limite de dépôt des dossiers, plus il y en a »,

mairies, c'est en novembre 2021 que l'aventure a commencé. Avec, pour mission première, la commande du matériel de papeterie qui sera distribué dans les bureaux de vote.

En décembre s'ensuit la visite des 71 bureaux de vote, réalisée par Cyril Bélier, responsable du service, accompagné de son adjoint et de quelques agents. Le but : veiller à ce que les lieux où se tiendront les votes soient opérationnels.

Dans son bureau, où il expose fièrement ses médailles de coureur à pied, le responsable annonce avec satisfaction avoir fini de recruter les agents de bureau de vote. L'équipe de Cyril Bélier doit maintenant recontacter les 340 recrues pour qu'elles envoient au plus vite leurs documents tels que pièce d'identité, relevé d'identité bancaire, afin de finaliser leur recrutement.

Deux mois avant l'élection, les demandes de procuration commencent à arriver, et cela

ne cessera qu'à la veille de chaque tour. « Des modifications seront apportées au registre électoral jusqu'à la dernière minute », précise Cyril Bélier.

Ce dernier a jusqu'au 6 mars pour faire la commande des plateaux-repas. Le responsable de service, marathonien à ses heures, prend cette tâche très au sérieux, car un plateau-repas en moins dans un bureau de vote lui vaudrait un appel rageur des agents.

Beaucoup de stress

À quelques jours de la date fatidique, le personnel s'attellera à la préparation des urnes ainsi qu'à la répartition du matériel nécessaire au bon déroulement des votes : bulletins, enveloppes, etc. À l'hôtel de ville du 13^e arrondissement, cela se déroule dans l'une des plus grandes salles que compte le bâtiment. Chaque président de bureau de vote se verra remettre la « mallette du président », qui comporte des documents indiquant le protocole à suivre.

Cyril Bélier avoue qu'il y a beaucoup de stress. S'y ajouteront l'adrénaline et la fatigue, qui monteront crescendo jusqu'au soir de l'annonce des résultats « téléphonés ». C'est le moment où les agents sur le terrain, en ligne avec la mairie, annoncent le nombre de voix par candidat. Bien que l'heure soit passionnante, « la dynamique de travail fait de nous des machines », affirme Cyril Bélier. Alors que les Français suivront les résultats sur leur écran de télévision, une équipe d'agents de mairie s'affaira à comptabiliser les voix remportées par les candidats dans chacun des bureaux de vote de leur commune. ■





Des sympathisants de La France insoumise se retrouvent à Oloron-Sainte-Marie pour discuter et des actions à mener. « Qu'on gagne ou qu'on perde, l'important est de le faire ensemble », rappelle Didier Bayens, à la tête de l'équipe de militants.

JEUDI MATIN, 10 H. Le petit village de Bedous s'anime pour le marché. Au milieu des montagnes pyrénéennes, à équidistance de la frontière espagnole et du Piémont, Bedous est l'épicentre de la vallée d'Aspe. La plus sauvage des trois vallées du Haut-Béarn est un lieu historique d'accueil et de lutte. Elle a vu s'y succéder républicains espagnols, communautés d'objecteurs de conscience et écologistes opposés à la construction du tunnel du Somport et de la nationale qui traverse la vallée pour le transport des camions espagnols. À six semaines du premier tour de l'élection présidentielle, la bataille électorale commence. Militants insoumis, communistes ou verts se partagent la place de Bedous pour distribuer tracts, conseils de vote et dernières nouvelles de la vallée. Ceux de droite ne sont pas nombreux dans la vallée, historiquement de gauche. Ici comme ailleurs, le combat politique se mène à coup de tracts et d'affiches, les voix vont se chercher au porte-à-porte et chacun voit en son candidat le président idéal. Une figure importante manque à l'appel : l'enfant du pays, Jean Lassalle, député centriste des Pyrénées-Atlantiques et de nouveau candidat à la présidentielle, n'a pas encore débuté sa campagne. ■

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

EN CAMPAGNE AU CŒUR DE LA MONTAGNE

À L'APPROCHE DE LA PRÉSIDENTIELLE, LE COMBAT POLITIQUE EST ENTAMÉ EN VALLÉE D'ASPE, ENTRE DISTRIBUTION DE TRACTS ET COLLAGE D'AFFICHES. LES MILITANTS SE PARTAGENT L'ESPACE, ET CHACUN TROUVE EN SON CANDIDAT DES ÉLÉMENTS DE RÉPONSE AUX ATTENTES LOCALES.

Texte et photos : Marie Audinet



Les militants descendent de la vallée pour aller tracter au marché d'Oloron-Sainte-Marie. Ils y retrouvent les autres membres de leur groupe politique.

EN BREF

LES DESSOUS DE L'HÉMICYCLE ET DU SÉNAT



Shabiller en politique, les vêtements des femmes au pouvoir 1936-2022, Sophie Lemahieu, éd. Musée des Arts décoratifs, 2022, 176 p., 35 €

Dans son ouvrage *Shabiller en politique* paru début février 2022, Sophie Lemahieu analyse l'évolution vestimentaire chez les femmes politiques en France du xx^e siècle à aujourd'hui. De l'Élysée à l'Hémicycle, les femmes ont su s'affirmer grâce à leurs tenues au sein des gouvernements successifs. La féminisation progressive de l'habillement s'est accentuée dans les années 2000, notamment avec l'arrivée des réseaux sociaux, qui a renforcé le rapport que les politiciennes entretiennent avec la mode. Ce livre illustré d'articles de presse et de photographies met en lumière les enjeux du vêtement pour les femmes politiques françaises. Avec les témoignages de femmes de premier plan telles que Cécile Duflot ou Michèle Alliot-Marie qui a déclaré devant l'Assemblée nationale : « Si c'est mon pantalon qui vous gêne, je l'enlève dans les plus brefs délais. » ■ Amina Hamzaoui

NOUVEAUX VISAGES AU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

« Des remerciements pour services rendus, les compétences en matière constitutionnelle venant éventuellement et accessoirement permettre de justifier les choix » : c'est ainsi que Patrick Wachsmann, professeur émérite à l'université de Strasbourg, étrille la nomination des nouveaux juges du Conseil constitutionnel sur le blog *Juspoliticum*. En effet, ni la ministre de la Cohésion

des territoires Jacqueline Gourault, ni François Seners, conseiller d'État et directeur de cabinet de Gérard Larcher au Sénat, ne sont experts en droit constitutionnel. Véronique Malbec, proposée au Conseil constitutionnel par le président de l'Assemblée nationale Richard Ferrand, était quant à elle la supérieure hiérarchique du procureur qui, en 2017, avait classé sans suite un dossier concernant... Richard Ferrand. ■ Aurélien Delamour

MACRON CHEF DE L'ÉTAU DANS L'ÉTAU



L'Emprise, Marc Endeweld, éd. Seuil, 2022, 550 p., 22,50 €

« En France, personne ne me souhaite la bienvenue. Je suis chez moi. » C'est ainsi qu'en juin 2017, à peine élu, Emmanuel Macron rembarrait le P-DG d'Airbus, Tom Enders, venu l'accueillir au salon de l'aéronautique du Bourget. Le journaliste Marc Endeweld relate cette scène dans *L'Emprise*, son troisième livre consacré à Emmanuel Macron. Il y révèle l'impulsivité et l'inexpérience d'un président qui décide seul, les luttes d'influence, les basses besognes et les retournements d'alliances géopolitiques, sous le regard de hauts fonctionnaires blasés. La diplomatie parallèle de Total en Russie, la vente d'Alstom à General Electric ou l'affaire des sous-marins australiens illustrent la perte d'influence de la France dans le monde, et l'absence de stratégie à long terme face aux superpuissances, États-Unis et Chine en tête. Cette enquête à charge, complexe et documentée, éclaire une époque où France et Russie se menacent de guerre – économique voire militaire. ■ AD

LES Z MERCENAIRES

Sept contributeurs ont été bannis de Wikipédia France le 17 février 2022, dont Cheep, auteur de 175 000 corrections en quinze ans. Enrôlés par Samuel Lafont, conseiller d'Eric Zemmour, ils modifiaient depuis des mois les pages contenant des informations relatives au candidat d'extrême droite afin de lisser son image sulfureuse. Dans son livre *Au cœur du Z*, Vincent Bresson alertait dès janvier

sur la violation des règles de neutralité de l'encyclopédie en ligne. Sur la page « Eric Zemmour », un bandeau indique désormais que le contenu est délibérément orienté « par le principal intéressé, ou [des] personnes en lien étroit avec le sujet », un procédé très rare. Contacté, le bureau parisien de Wikipédia n'a pas souvenir de manipulations d'une telle ampleur venant de l'entourage d'autres candidats à l'Élysée. ■ AD



Didier habite Borce, petit village de 135 habitants au fond de la vallée. Il est à la tête du groupe d'action Aspe insoumis et consacre son temps à la campagne de Mélenchon dans sa circonscription des Pyrénées-Atlantiques où il s'est présenté en 2017.



À Oloron-Sainte-Marie, malgré leurs accords informels, les militants n'hésitent pas à recouvrir mutuellement leurs affiches.

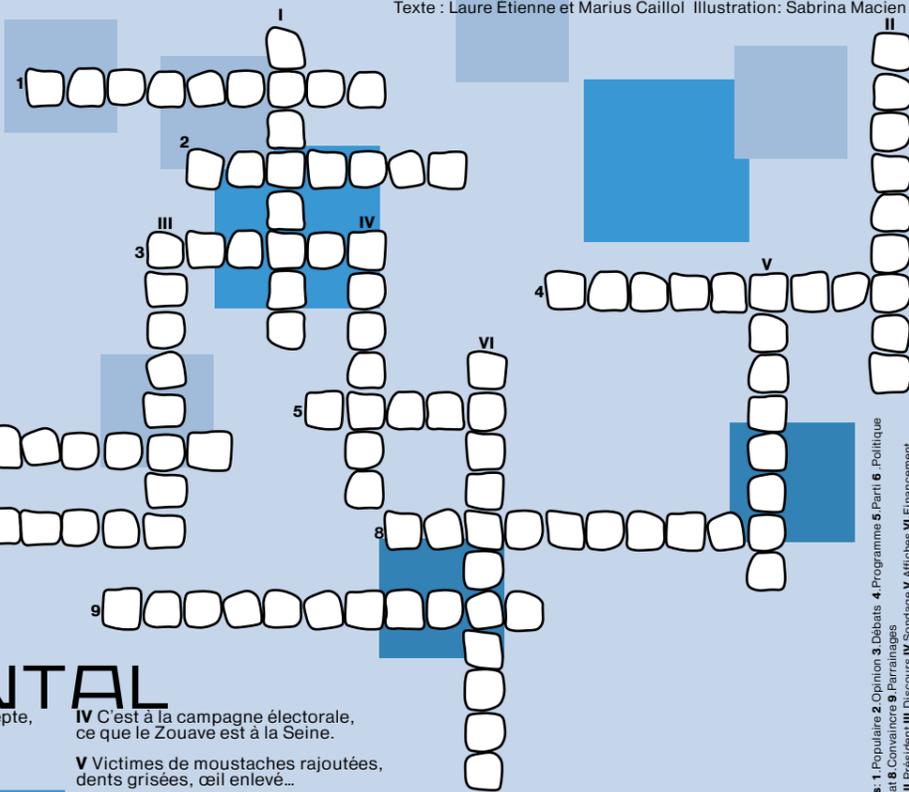


Quand il se déplace, Vincent emporte dans son coffre affiches, pinceaux et pots de colle, prêt à retapisser le peu de panneaux d'affichage de la vallée.

EN BREF

VERTICAL

- 1 Union, république, soupe, front, démocratie... Ils l'ont en commun.
- 2 Tout le monde en a une et elle est propre à chacun.
- 3 Ils amènent souvent des discussions houleuses.
- 4 On peut le demander, le suivre, l'annoncer, le changer...
- 5 Le Meilleur se trouvait à Reykjavik de 2009 à 2014.
- 6 « Ma femme est un homme ___ » Jacques Chirac.
- 7 Cindy Lee et Dédé l'Abeillaud l'ont été à plusieurs reprises.
- 8 Le but de la rhétorique.
- 9 On doit en avoir 500 pour se présenter.



HORIZONTAL

- I Synonyme de batailleur, activiste, adepte, combatif...
- II On en fait tout un fromage.
- III Celui de Valérie Pécresse a créé la discorde chez Les Républicains.
- IV C'est à la campagne électorale, ce que le Zouave est à la Seine.
- V Victimes de moustaches rajoutées, dents grisées, œil enlevé...
- VI Plafonné à 16 851 000 euros au premier tour, et à 22 509 000 euros au deuxième tour.

HOROSCAMPAGNE

BÉLIER



Fabien Roussel
La présidentielle semble être le cadet-roussel de vos soucis, vous foncez droit vers les législatives.
Santé Attention aux excès de vin rouge.

LION



Jean-Luc Mélenchon
Lune dans le premier décan, attention à ne pas mélencher les genres. Ces mesquins d'électeurs pourraient vous en vouloir.
Amour Ruffin Premier ministre.

SAGITTAIRE



Emmanuel Macron
Sous la houlette de Mars le guerrier, vous essayez de faire oublier les urnes d'avril : habile.
Argent Quoi qu'il en coûte.

TAUREAU



Jean Lassalle
Vous retournez dans l'arène sans peur des banderilles.
Sport Pratiquez le paquito lors du salon de l'agriculture.

VIERGE



Éric Zemmour
Sous l'influence de Mercure, n'oubliez pas de grand remplacer votre femme par votre directrice de campagne.
Travail Famille, patrie.

CAPRICORNE



Nathalie Arthaud
Vous êtes ignorée par les astres comme par les sondages. Du coup, personne ne remarque que ce n'est ni le bon signe ni la bonne photo.
Travail On nous spolie.

GÉMEAUX



Anne Hidalgo
Guidée par l'esprit olympique, vous allez plus vite, plus fort mais toujours plus loin (de l'Élysée).
Santé Faites le pari de ne pas vous saccager.

BALANCE



Nicolas Dupont-Aignan
Entre vous-même et le succès de vos idées, votre cœur balance. Et le cœur a ses raisons que les électeurs ignorent.
Amitié Pas ouf.

VERSEAU



Philippe Poutou
Vous aviez la tête sous l'eau, mais vous arrivez quand même à la ligne de départ.
Travail Attention aux bizoutages de vos camarades.

CANCER



Valérie Pécresse
Vous cherchez encore votre voix. Mais difficile de viser Jupiter quand vous êtes dans la lune.
Amour Jérôme/20.

SCORPION



Marine Le Pen
Rongée par votre propre venin, vous perdez vos membres.
Santé Attention à l'œil de verre qui vous guette.

POISSONS



Yannick Jadot
Vous renoncez à votre signe astrologique pour des raisons idéologiques.
Amitié Attendez-vous à des *Confessions* de Rousseau.

Texte : Laure Étienne et Marius Caillol Illustration: Sabrina Macien

Réponses : 1 Populaire 2 Opinion 3 Débats 4 Programmes 5 Parti 6 Politique 7 Candidat 8 Convaincre 9 Parrainages 10 Militant 11 Président 12 Discours 13 Sondage 14 Affiches 15 Financement

UN CONCOURS POUR MOTIVER LES ADHÉRENTS COMMUNISTES

Le Parti communiste lance un nouveau défi à ses militants : devenir le meilleur colleur d'affiches du candidat Fabien Roussel. Fans du balai et du seau de colle, trois épreuves vous sont proposées : coller le plus possible d'affiches, les placarder selon les règles ou être créatif. Les photos des réalisations doivent être postées sur les réseaux sociaux sous le hashtag

#collageroussel2022. Tout effort méritant récompense, les médaillés d'or rencontreront Fabien Roussel et repartiront avec un tee-shirt dédié. Quant aux deuxième et troisième marches du podium, elles se verront respectivement offrir un sac « Les Jours heureux » et un mug, évidemment signés de la main de Fabien Roussel. ■
Paule Maurette



ALERTE CLIMAT

Lorsque le GIEC a publié son dernier rapport sur l'adaptation au changement climatique, le 28 février dernier, son président, Hoesung Lee, a déclaré : « Ce rapport lance un avertissement très sérieux sur les conséquences de l'inaction. » Le tribunal administratif de Paris avait d'ailleurs reconnu, le 14 octobre 2021, que l'inertie de l'État français dans ce domaine était illégale. Les associations à l'initiative de la procédure – connue sous le nom de « l'Affaire du Siècle » – ont publié une tribune, le 17 février sur le site francetvinfo.fr, rejoignant l'appel lancé le 1^{er} février dans *Le Monde* par 1 400 scientifiques, où elles exhortent les politiques briguant le mandat présidentiel à faire connaître leurs projets d'action pour protéger le climat. Ceux-ci s'y plieront-ils pendant la campagne officielle, qui débute le 28 mars ? ■
Barbara Pagel

REMBOURSEZ !

Avec respectivement 0,5% et 1% d'intentions de votes au premier tour de l'élection présidentielle, Nathalie Arthaud et Philippe Poutou suivent leurs dépenses de près. En effet, les candidats qui resteront sous la barre des 5% de votes le 10 avril prochain, soit une bonne partie d'entre eux, verront le remboursement de leurs frais de campagnes plafonné à 800 000 euros. Il pourra atteindre 8 millions d'€ pour les candidats qui atteindront au moins 5% au premier tour de l'élection, et

près de 10,7 millions d'€ pour les deux finalistes. La rigueur est donc de mise pour Nathalie Arthaud qui a installé son siège de campagne dans les locaux de Lutte ouvrière, à Pantin, pour un loyer trimestriel de 20 000 €. Quant à Philippe Poutou, il a établi son quartier général à Montreuil, en Seine-Saint Denis, pour une facture trimestrielle de 7 300 €. ■
Valérie Kleiman



PARRAINER N'EST PAS JOUER

Un parrainage équivaut-il à un soutien ? Notre démocratie est-elle en danger ? Face à ces questions épineuses que soulève le système de parrainages, certains prônent la préservation de l'anonymat des signataires. D'autres rêvent de présentations citoyennes. La nouveauté en 2022 : le lancement par François Bayrou d'une « banque de parrainages » pour aider les candidats crédités de plus de 10% d'intentions de vote à obtenir leur sésame pour le premier tour. « Je ne suis pas de l'avis politique de Jean-Luc Mélenchon, Marine Le Pen et Éric Zemmour, précise le président du MoDem, mais je trouverais anormal, et même scandaleux, qu'ils ne puissent pas se présenter. » Près de 400 élus ont ainsi déposé leur signature à la banque. L'initiateur du projet a donné la sienne à la candidate du RN. Les trois candidats sus-cités ont finalement atteint les 500 paraphe, mais difficile d'évaluer le rôle joué par cette initiative. ■
Laure Étienne



DÉMOCRATIE, DANS QUEL(S) ÉTAT(S) ?

À L'HEURE DE BOUCLER notre magazine, la guerre fait rage à l'est de l'Europe. Encore. Comme si l'histoire ne nous avait rien appris. Le président russe Vladimir Poutine a franchi un seuil, le 24 février 2022, dans sa volonté impérialiste de restaurer la « Grande Russie », en attaquant l'Ukraine. L'armée russe est partie en campagne.

Campagnes, c'est justement le thème du Médialibre 2022. Campagne vaccinale, campagne des anti-vax et, surtout, campagne électorale. L'élection présidentielle, puis les législatives, nous appellent aux urnes cette année. Une jeunesse engagée, des citoyens désabusés, les transfuges de gauche et de droite, de nouveaux partis à la place de ceux qui ne rassemblent plus, l'abstention, les coulisses de l'élection font partie des sujets abordés dans ce numéro.

Entre crispations politiques, crise sanitaire et ébranlement géopolitique, les candidats auront rarement été confrontés à une situation aussi complexe, sur laquelle nous ne mesurons ni l'influence ni les conséquences de la guerre. Ce que nous observons dès maintenant, en revanche, ce sont les rassemblements populaires que celle-ci suscite en Europe, de Prague à Berlin, et même à Moscou, où les manifestants risquent autrement plus gros que dans nos démocraties. Ici, les citoyens ont encore le pouvoir d'exprimer leurs revendications et leurs inquiétudes. Aux candidats d'y répondre le plus sincèrement possible.